

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1495

25 mai 2016

SOMMAIRE

Alata Investment S.A.	71716	Mahogany Investment S.A.	71722
BalaBit S.A.	71760	Melkmina S.A.	71722
Blue Kit Factory S.à.r.l.	71715	Molehill S.A. SPF	71715
Boretsch Investments Sàrl	71716	NEWBRIDGE FINANCE S.A. SPF	71720
BS Gestion Immobilière S.à r.l.	71721	North Investment Protected Note Issuer	71721
Campria Capital S.A.	71716	Olamobile S.à r.l.	71721
C.P.F. Investissements S.A.	71723	OVTH	71715
De Gier & Co	71725	PIAA Finance S.A.	71724
European Real Estate Senior Debt 1 S.à r.l.	71719	Polaris Consulting S.A.	71720
European Real Estate Senior Debt 2 S.à r.l.	71724	Prime Invest I	71725
Fehu S.A.	71725	Quercus Ilex S.A. SPF	71718
Financière Hobby S.A.	71720	Resolution III Holdings S.à r.l.	71716
Flamea SA	71726	Secotine S.à r.l.	71759
Fondation Carlo Hemmer	71718	Solfado S.A.	71726
Food Trade Finance S.A.	71723	Spiral S.A., SICAV-SIF	71747
Fung Properties Sàrl	71725	Staredition Holding S.à r.l.	71721
Global Partners	71717	TH Co-Invest S.C.A.	71727
Hamburg, Sachsentor 33 Immobilien S.à r.l.	71720	The Vendôm Company Group S.A.	71722
Innovo Phoenix S.à r.l.	71717	Tockfeld A.G.	71714
Kaya Finance S.A.	71714	Vestigia	71724
Kravatski Invest S.A.	71718	WPP Luxembourg Holdings S.à.r.l.	71715
Longview Partners Investments	71719	Y.E SA	71723
Luxidea S.A.	71714	Ystale Equity	71719
		Ystale Real Estate S.A.	71717

Kaya Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 25, boulevard Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 170.954.

Las actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au 25, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, le 8 juin 2016 à 15 heures 30, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit :

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2015
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016104593/17.

Luxidea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 83.325.

Les actionnaires ainsi que les obligataires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui se tiendra le 13 juin 2016 à 10h00 au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- a. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice clôturé le 31 décembre 2014 ;
- b. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation du résultat ;
- c. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'accomplissement de leur mandat ;
- d. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
- e. Acceptation de la démission de Monsieur Eric BREUILLE en tant qu'administrateur ;
- f. Ratification de la cooptation de Monsieur Giacomo DI BARI en tant qu'administrateur ;
- g. Élections statutaires ;
- h. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016111426/1017/20.

Tockfeld A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 123.555.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 17 juin 2016 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016113588/1267/17.

OVTH, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 19, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 168.567.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social le Mardi *14 juin 2016* à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant :

du jour:

1. Présentation des comptes annuels et du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2015 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016112166/15.

Molehill S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 178.215.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi *14 juin 2016* à 16:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016114082/1267/16.

WPP Luxembourg Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 4.914.733.590,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 90.028.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016078249/10.

(160043439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Blue Kit Factory S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4394 Pontpierre, 2A, rue de l'Ecole Handelsregister.
R.C.S. Luxembourg B 191.315.

Auszug aus dem Protokoll der A.O. Versammlung der Gesellschafter am Sitz der Gesellschaft am 15 Dezember 2015

1. Abberufung von Herr Hans Hengstler, geb. am 22.09.1955 in Gutach (Schwarzwaldbahn), wohnhaft Schäferkoppel 28 in D- 22941 Delingsdorf, als Geschäftsführer.

2. Herr Christoph Kern geboren am 06.09.1970 in Hamburg und wohnhaft in Försterweg 7 in D-22889 Tangstedt wird als neuen Geschäftsführer ernannt für eine unbestimmte Dauer. Die Gesellschaft wird durch seine alleinige Unterschrift in alle Falle verpflichtet.

Référence de publication: 2016081206/13.

(160047785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Campria Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 11.447.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi *16 juin 2016* à 09:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016114083/1267/16.

Alata Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 132.822.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *14 juin 2016* à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2015
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016114084/795/15.

Boretsch Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 175.946.

Il résulte d'une décision du gérant unique du 11 mars 2016 que:

Madame Esbelta DE FREITAS, avocat à la Cour, née le 30 août 1969 à Villerupt (F), a changé de résidence professionnelle, avec effet au 1^{er} janvier 2016, résidant dorénavant au L-1118 Luxembourg, 21, rue Aldringen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016081208/13.

(160047921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Resolution III Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 53.460.000,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 130.916.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

Référence de publication: 2016078124/10.

(160043353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2016.

Global Partners, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 129.759.

We are pleased to convene you to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of the Company (the Meeting) that will be held at the registered office on *10 June 2016* at 2:00 p.m. (Luxembourg time) with the following agenda:

Agenda:

1. Hearing of the reports of the board of directors and of the independent auditor
2. Approval of the annual accounts as at 31 March 2016 and allocation of the results
3. Dividends
4. Discharge to be granted to the directors
5. Statutory appointments
6. Miscellaneous

Decisions on all items of the agenda require no quorum of presence and are adopted at the simple majority of the votes cast at the Meeting. Each share is entitled to one vote. Proxies are available at the registered office of the Company.

Référence de publication: 2016114085/755/19.

Ystale Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 200.734.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi *15 juin 2016* à 16:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016114086/1267/16.

Innovo Phoenix S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 94.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 2, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 187.475.

Auszug der auf der außerordentlichen Hauptversammlung am 18. März 2016 gefassten Beschlüsse

1. Sitzverlegung

Mit sofortiger Wirkung wird der Sitz der Gesellschaft
von
20, Rue Eugene Ruppert, 2453 Luxembourg
nach
2 Rue Dicks, 1417 Luxembourg
verlegt.

Als Richtig bestätigt und unterschrieben
Roman Eder
Gérant

Référence de publication: 2016082058/19.

(160048542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Quercus Ilex S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 177.644.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi *14 juin 2016* à 15:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016114087/1267/16.

Kravatski Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 129.528.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi *15 juin 2016* à 14:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016114088/1267/17.

Fondation Carlo Hemmer, Etablissement d'Utilité Publique.

Siège social: L-2261 Luxembourg, 2, rue du Fort Olisy.
R.C.S. Luxembourg G 125.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration du 11 mai 2015:

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration prend note de la démission de Monsieur Paul EMERING de sa fonction de président en remplacement de Monsieur Dieter EIXLER, demeurant au 4, rue de la Gare L-6187 Gonderange pour une durée indéterminée.

Le conseil d'administration renomme comme membre pour une durée indéterminée:

- Monsieur Gérard BOBY, demeurant au 4, rue Marcel Schmit II L-3563 Dudelange,
- Monsieur Michel KNEIP, demeurant au 13, route de Wasserbillig L-6490 Echternach,

Le conseil d'administration renomme comme secrétaire pour une durée indéterminée:

- Madame Marie-Josée RIES, demeurant au 2, rue de la Brasserie, L-3431 Dudelange,

Le conseil d'administration renomme comme Trésorier pour une durée indéterminée:

- Madame Isabelle GOUBIN, demeurant au 2, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg,

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2016081979/21.

(160048011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Longview Partners Investments, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.878.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company on *10 June 2016* at 11.00 a.m. with the following agenda :

Agenda:

- Allocation of Results
- Statutory elections

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV. The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (ifs.fds@bd.l.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2016114089/755/15.

Ystale Equity, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 171.646.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi *15 juin 2016* à 11:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016114090/1267/17.

European Real Estate Senior Debt 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J. F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.283.

EXTRAIT

- 1) Il résulte d'une décision prise par l'actionnaire unique de la Société en date du 11 mars 2016 que:
 - Monsieur Kevin Hughes, née le 28 septembre 1981 en Belfast, demeurant au 13, Maximinstrasse, D-54292, Trier, Allemande, a été nommée aux fonctions de gérant de la Société, à compter du 11 mars 2016 pour une période indéterminée.
- 2) Le conseil de Gérance de la Société est dorénavant composé par:
 - Alexandra Fantuz, gérant
 - Rolf Caspers, gérant
 - Peter Dickinson, gérant
 - Kevin Hughes, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Sanne Group (Luxembourg) SA

Un mandataire

Référence de publication: 2016081934/22.

(160048838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

NEWBRIDGE FINANCE S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 200.746.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 15 juin 2016 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016114091/1267/16.

Hamburg, Sachsentor 33 Immobilien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 173.663.

EXTRAIT

L'adresse professionnelle de Gregg Blackstock, gérant de la Société, se situe désormais au:
c/o Barkston Advisors GmbH, Teinfaltstraße 4/9, 1010 Wien, Österreich.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016082013/12.

(160048668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Financière Hobby S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 139.955.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 16 juin 2016 à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016114092/1267/16.

Polaris Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 132.696.

Il est porté à la connaissance des tiers que l'adresse de Monsieur Benker, est située, 3, Rue Belair à L-8012 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2016.

Référence de publication: 2016082256/10.

(160048809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

BS Gestion Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3945 Mondercange, 1, Bei der Kazebaach.

R.C.S. Luxembourg B 167.461.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 26 février 2016

Les associés de la société décident de transférer le siège social à l'adresse suivante:

L-3945 Mondercange, 1, Bei der Kazebaach

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Mondercange, le 26 février 2016.

C. Schinker / M. Barsotti.

Référence de publication: 2016080692/12.

(160047214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

North Investment Protected Note Issuer, Société Anonyme (en liquidation).**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 114.925.

Conformément aux dispositions de l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, nous avons l'honneur d'informer les obligataires qu'une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES OBLIGATAIRES

de la Société se tiendra le *06 juin 2016* à 11h00, heure locale, au siège social de la Société, L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal, Forum Royal, 2^{ème} étage, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Prorogation du terme des échéances des emprunts obligataires en cours
2. Consolidation des emprunts émis en \$ (USD)
3. Modification des taux d'intérêts des emprunts obligataires en cours
4. Traitement des intérêts échus et à échoir
5. Divers

Les documents et informations relatifs à l'ordre du jour de ladite assemblée générale, et qui doivent être communiqués aux obligataires, sont disponibles au siège social de la Société. Chaque obligataire, sur production de son certificat, peut obtenir les jours ouvrables entre le 23/05/2016 et le 06/06/2016, gratuitement, copies des documents et informations dans les conditions légales applicables.

Les obligataires sont invités à participer à l'assemblée et à procéder au vote.

Les obligataires peuvent mandater par écrit une autre personne pour les représenter à l'assemblée et voter en leur nom. Ce mandataire ne doit pas nécessairement être un obligataire de la Société.

Pour être valables, les procurations doivent arriver au siège social de la Société au plus tard le 03/06/2016.

Référence de publication: 2016105505/26.

Olamobile S.à r.l., Société à responsabilité limitée,**(anc. Staredition Holding S.à r.l.).****Capital social: EUR 665.300,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 161.158.

L'adresse de Monsieur Antoine MOREAU DE BELLAING, associé et gérant, a changé et est désormais la suivante:

2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

Luxembourg, le 18 mars 2016.

OLAMOBILE SARL

Référence de publication: 2016082231/12.

(160048454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Melkmina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 124.813.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi *1^{er} juin 2016* à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016107317/1267/17.

Mahogany Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 184.625.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi *2 juin 2016* à 14:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016107318/1267/16.

The Vendôm Company Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 194.710.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le Conseil d'Administration lors d'une réunion tenue en date du 16 novembre 2015 que:

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de nommer un Administrateur délégué et de déléguer à M. Pierre Arnaud MICHEA, né le 23 juin 1971 à Paris (France) demeurant à 80, route de Luxembourg, L-7210 Bereldange, administrateur de la société, la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société, en ce qui concerne cette gestion. Cette délégation est faite dans le respect de l'autorisation préalable octroyée à l'article 12 paragraphe 4 des statuts. Il aura le pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle.

Son mandat d'Administrateur Délégué prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2015.

*Pour la Société
Un mandataire*

Référence de publication: 2016081650/21.

(160047624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Food Trade Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 183.597.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 2 juin 2016 à 15:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016107319/1267/16.

C.P.F. Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5811 Fentange, 67, rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 107.579.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 3 juin 2016 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2015.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Renouvellement et / ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016107320/1267/17.

Y.E SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 45, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 131.016.

Extrait du procès-verbal du 14/09/2015 à 10 h

Dépôt à rectifier: numéro de dépôt L150170671 du 18/09/2015

Selon le procès-verbal des résolutions prises par l'administrateur unique de la société YE S.A. en date du 14/09/2015, il a été décidé le point suivant:

1. Décision de nommer comme dépositaire en vertu de l'article premier de la loi du 28 Juillet 2014, relative à l'immatriculation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification, la Fiduciaire GL SA, inscrite au registre de Commerce Luxembourg sous le numéro B 123 133 ,avec siège social au 10 Rue de la Libération L-3510 DUDELANGE.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé la présente minute

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 14/09/2015.

Mr Michel TUTAN

Administrateur Unique

Référence de publication: 2016081709/21.

(160047786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

PIAA Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 97.562.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *3 juin 2016* à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2015 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016108330/506/16.

European Real Estate Senior Debt 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 196.170.

EXTRAIT

1) Il résulte d'une décision prise par l'actionnaire unique de la Société en date du 11 mars 2016 que:

- Monsieur Kevin Hughes, née le 28 septembre 1981 en Belfast, demeurant au 13, Maximinstrasse, D-54292, Trier, Allemande, a été nommée aux fonctions de gérant de la Société, à compter du 11 mars 2016 pour une période indéterminée.

2) Le conseil de Gérance de la Société est dorénavant composé par:

- Alexandra Fantuz, gérant
- Rolf Caspers, gérant
- Peter Dickinson, gérant
- Kevin Hughes, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme
Sanne Group (Luxembourg) SA

Référence de publication: 2016081935/21.

(160048837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Vestigia, Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 104.507.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on *3 June 2016* at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor;
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2015;
3. Resolution to be taken according to article 100 of the law of 10 August 1915;
4. Discharge to the directors and to the statutory auditor;
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2016108333/534/17.

Prime Invest I, Société Anonyme Soparfi.
Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 53.202.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on 3 June 2016 at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2015.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2016108387/534/16.

Fung Properties Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 159.481.

L'adresse du gérant A, Monica Man Ling Tsui, a changé et est désormais au 17, Shiu Fai Terrace, Flat 3 22/F, Greenville Gardens Block D, Hong Kong.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2016.

Référence de publication: 2016081319/12.

(160047502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

De Gier & Co, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 184.539.

Par la présente, je vous informe de ma démission en tant que Gérant B de la société De Gier & Co, avec effet au 16 Mars 2016.

Luxembourg, on 16 March 2016.

Mr Jean- Philippe GACHET.

Référence de publication: 2016081268/10.

(160048044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

Fehu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 175.035.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 3 j uin 2016 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2015.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2016108493/534/16.

Solfado S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 150.136.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 3 juin 2016 à l'Hôtel Place d'Armes, 18 Place d'Armes L-1136 Luxembourg à 17h30. L'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée à la demande d'un actionnaire représentant 80% du capital.

L'ordre du jour à discuter et les décisions à prendre par les actionnaires comprennent les points suivants :

Ordre du jour:

1. Examen de l'état financier de la filiale SCI Rémondrière Properties (la "SCI"), détenue en totalité par SOLFADO S.A., et notamment le grave manque de liquidités rencontré par la société suite au non-paiement des loyers par le locataire.
2. Examen de l'information par UBS de sa décision de ne pas renouveler le prêt de 10 millions d'euros accordé à la SCI, et leur demande de rembourser le prêt actuel avant l'échéance prévue.
3. Discussion sur la stratégie à mettre en place rapidement afin de résoudre les 2 points ci-dessus, et cela dans le meilleur intérêt pour la Société et pour les garants du prêt UBS.
4. Toute autre affaire.

Résolutions devant être prises :

1. Autorisation donnée au gérant de la SCI d'entamer des négociations ayant pour but la vente de ses biens immobiliers, ses meubles et œuvres d'art aux meilleures conditions possibles, compte tenu de la situation actuelle et de la date limite pour le remboursement du prêt au 31 août 2016.

2. Autorisation donnée au Conseil d'Administration de la Société, représenté par l'Administrateur Délégué, de vendre les parts de la SCI aux meilleures conditions possibles compte tenu de la situation actuelle, au lieu, ou en parallèle d'une vente de ses biens immobiliers, ses meubles et œuvres d'art, si une telle transaction devait être dans l'intérêt de la Société.

3. Autorisation donnée au Conseil d'Administration de la Société, représenté par son Administrateur Délégué, de prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de la Société, afin de remplir les obligations de remboursement du prêt UBS dont la SCI est redevable.

4. Autorisation générale donnée au Conseil d'Administration de prendre toutes les mesures nécessaires pouvant être susceptibles de préserver les intérêts de la Société et permettre à cette dernière de respecter ses obligations envers les tiers.

Référence de publication: 2016108987/32.

Flamea SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 156.662.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 16.03.2015

Deuxième résolution

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire étant arrivés à échéance à l'issue de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de renouveler avec effet immédiat le mandat d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration de Monsieur Claude SCHMITZ, Conseiller fiscal, né à Luxembourg le 23/09/1955, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, le mandat d'Administrateur de Monsieur Pierre LENTZ, Expert-comptable, né à Luxembourg le 22.04.1959, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg; Monsieur Gerdy ROOSE, Expert-comptable, né à Wevelgem (Belgique) le 14.02.1966, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, ainsi que celui de Commissaire de la société AUDIEX S.A., ayant son siège social au 9, Rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 65.469, pour une nouvelle période jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FLAMEA S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2016081330/22.

(160047960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

TH Co-Invest S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 202.419.

In the year two thousand and sixteen, on the third day of February,
Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert (Grand Duchy of Luxembourg),

was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of TH Co-Invest S.C.A., a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 202419 (hereinafter the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Danielle Kolbach, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, on 10 December 2015, whose articles of association have not been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") yet. The articles of association of the Company (the "Articles") have never been amended since then.

The extraordinary general meeting of the Company (the "Meeting") elected as Chairman, Sara Lecomte, private employee, residing professionally in Redange-sur-Attert.

The chairman appointed as Secretary and the Meeting elected as Scrutineer Barbara Schmitt, private employee, residing professionally in Redange-sur-Attert.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I.- The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, after having been signed "ne varietur" by the shareholders, the proxyholder of the represented shareholders, the board of the Meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders after having been signed by the board of the Meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

II.- It appears from the attendance list that 31,000 registered shares, representing one hundred percent (100%) of the share capital of the Company are present or represented at this extraordinary general meeting, so that the quorum requirement of fifty percent (50%) of the capital as imposed by article 67-1 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, is met and that the meeting can therefore validly deliberate on the proposed agenda.

III.- That the agenda of the present Meeting is the following:

1. Decision to create five classes of shares (Class A to Class E) and conversion of the existing thirty-one thousand (31,000) shares.

2. Decision to increase the share capital of the Company by an amount of two million four hundred fifty-nine thousand and one Euro (EUR 2,459,001.-) so as to raise it from thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) to two million four hundred ninety thousand and one Euro (EUR 2,490,001.-) by the issue of two million four hundred fifty-nine thousand and one (2,459,001) new shares divided in five classes with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each and having the rights and obligations set out in the Articles (the "New Shares").

3. Decision to fully restate the articles including the corporate object.

4. Miscellaneous.

IV.- After deliberation, the Meeting has resolved the following:

First resolution

The Meeting resolves to create five (5) classes of limited shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each and having the rights and obligations determined in the amended Articles set out in the third resolution below:

- the class A shares (the "Class A Shares"),
- the class B shares (the "Class B Shares"),
- the class C shares (the "Class C Shares"),
- the class D shares (the "Class D Shares"), and
- the class E shares (the "Class E Shares").

The Meeting resolves to convert the existing thirty thousand nine hundred ninety-nine (30,999) limited shares into (i) six thousand two hundred (6,200) Class A Shares, (ii) six thousand two hundred (6,200) Class B Shares, (iii) six thousand two hundred (6,200) Class C Shares, (iv) six thousand two hundred (6,200) Class D Shares, and (v) six thousand one hundred ninety-nine (6,199) Class E Shares.

Second resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of two million four hundred fifty-nine thousand and one Euro (EUR 2,459,001.-) so as to raise it from thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) to two million

four hundred ninety thousand and one Euro (EUR 2,490,001.-) by the issue of two million four hundred fifty-nine thousand and one (2,459,001) New Shares divided in five classes with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each and having the rights and obligations set out in the Articles.

Subscription and Payment

1. CIR S.p.A, a joint stock company incorporated in Italy, registered with the Companies' Register of Milan under number 0051920018, having its registered office Via Ciovassino 1, 20121 Milan, has subscribed for two hundred thousand (200,000) Class A Shares, two hundred thousand (200,000) Class B Shares, two hundred thousand (200,000) Class C Shares, two hundred thousand (200,000) Class D Shares, two hundred thousand (200,000) Class E Shares and fully paid up by a contribution in cash of an amount of ten million Euro (EUR 10,000,000.-) out of which the amount of one million Euro (EUR 1,000,000.-) is allocated to the share capital and the amount of nine million Euro (EUR 9,000,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

2. La Finanziaria Trentina S.p.A, a joint stock company incorporated in Italy, registered with the Companies' Register of Trento under number 01896030226, having its registered office in Trento, Via Mantova 53, has subscribed for eighty thousand (80,000) Class A Shares, eighty thousand (80,000) Class B Shares, eighty thousand (80,000) Class C Shares, eighty thousand (80,000) Class D Shares, eighty thousand (80,000) Class E Shares and fully paid up by a contribution in cash of an amount of four million Euro (EUR 4,000,000.-) out of which the amount of four hundred thousand Euro (EUR 400,000.-) is allocated to the share capital and the amount of three million six hundred thousand Euro (EUR 3,600,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

3. TH Fides S.à r.l, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 189.021, and having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, has subscribed for seventy-five thousand four hundred twenty-two (75,422) Class A Shares, seventy-five thousand four hundred twenty-two (75,422) Class B Shares, seventy-five thousand four hundred twenty-two (75,422) Class C Shares, seventy-five thousand four hundred twenty-two (75,422) Class D Shares, seventy-five thousand four hundred twenty-three (75,423) Class E Shares and fully paid up by a contribution in cash of an amount of four million fifty thousand eighty-two Euro (EUR 4,050,082.-) out of which the amount of three hundred seventy-seven thousand one hundred and eleven Euro (EUR 377,111.-) is allocated to the share capital and the amount of three million six hundred seventy-two thousand nine hundred seventy-one Euro (EUR 3,672,971.-) is allocated to the share premium account of the Company.

4. Dafofin One S.A, a public limited company (société anonyme) incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 77.978, and having its registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, has subscribed for sixty thousand (60,000) Class A Shares, sixty thousand (60,000) Class B Shares, sixty thousand (60,000) Class C Shares, sixty thousand (60,000) Class D Shares, sixty thousand (60,000) Class E Shares and fully paid up by a contribution in cash of an amount of three million Euro (EUR 3,000,000.-) out of which the amount of three hundred thousand Euro (EUR 300,000.-) is allocated to the share capital and the amount of two million seven hundred thousand Euro (EUR 2,700,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

5. Kensington Square Holding S.A., a public limited company (société anonyme) incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 173.110, and having its registered office at 1, rue Nicolas Simmer, L-2538 Luxembourg, has subscribed for twenty thousand (20,000) Class A Shares, twenty thousand (20,000) Class B Shares, twenty thousand (20,000) Class C Shares, twenty thousand (20,000) Class D Shares, twenty thousand (20,000) Class E Shares and fully paid up by a contribution in cash of an amount of one million Euro (EUR 1,000,000.-) out of which the amount of one hundred thousand Euro (EUR 100,000.-) is allocated to the share capital and the amount of nine hundred thousand Euro (EUR 900,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

6. Nomen Fiduciaria S.r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Italy and having its registered office at 10, Via del Carmine, 10122 Turin, registered with the Italian trade and companies registered under number 06194870017, has subscribed for fifteen thousand (15,000) Class A Shares, fifteen thousand (15,000) Class B Shares, fifteen thousand (15,000) Class C Shares, fifteen thousand (15,000) Class D Shares, fifteen thousand (15,000) Class E Shares and fully paid up by a contribution in cash of an amount of seven hundred fifty thousand Euro (EUR 750,000.-) out of which the amount of seventy-five thousand Euro (EUR 75,000.-) is allocated to the share capital and the amount of six hundred seventy-five thousand Euro (EUR 675,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

7. Zeta-Arts Ltd, a private limited liability company incorporated under the laws of England and Wales, having its registered office at Riverside House, 1 Place Farm Wheathampstead Herts AL4 8SB and registered with Companies House under the no. 9102856 has subscribed for fifteen thousand (15,000) Class A Shares, fifteen thousand (15,000) Class B Shares, fifteen thousand (15,000) Class C Shares, fifteen thousand (15,000) Class D Shares, fifteen thousand (15,000) Class E Shares and fully paid up by a contribution in cash of an amount of seven hundred fifty thousand Euro (EUR 750,000.-) out of which the amount of seventy-five thousand Euro (EUR 75,000.-) is allocated to the share capital and the amount of six hundred seventy-five thousand Euro (EUR 675,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

8. Three Hills Partners I S.à r.l, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies

Register under number B 119.924, and having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, has subscribed for eight thousand three hundred seventy-eight (8,378) Class A Shares, eight thousand three hundred seventy-eight (8,378) Class B Shares, eight thousand three hundred seventy-eight (8,378) Class C Shares, eight thousand three hundred seventy-eight (8,378) Class D Shares eight thousand three hundred seventy-eight (8,378) Class E Shares and fully paid up by a contribution in cash of an amount of four hundred eighteen thousand nine hundred nineteen Euro (EUR 418,919.-) out of which the amount of forty-one thousand eight hundred ninety Euro (EUR 41,890.-) is allocated to the share capital and the amount of three hundred seventy-seven thousand twenty-nine Euro (EUR 377,029.-) is allocated to the share premium account of the Company.

9. Luchi Fiduciaria S.r.l, a private limited liability company incorporated under the laws of Italy and having its registered office at 10, Via Gesù, 20121 Milan, registered with the Italian trade and companies register under number 08846610965, has subscribed for eight thousand (8,000) Class A Shares, eight thousand (8,000) Class B Shares, eight thousand (8,000) Class C Shares, eight thousand (8,000) Class D Shares, eight thousand (8,000) Class E Shares and fully paid up by a contribution in cash of an amount of four hundred thousand Euro (EUR 400,000.-) out of which the amount of forty thousand Euro (EUR 40,000.-) is allocated to the share capital and the amount of three hundred sixty thousand Euro (EUR 360,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

10. Evie Services Limited, a company incorporated and existing under the law of Dubai, whose registered office is at Box 16111, Ras Al Khaimah UAE and registered with the Dubai Trade and Companies Register under no. IC 20140656, has subscribed for five thousand (5,000) Class A Shares, five thousand (5,000) Class B Shares, five thousand (5,000) Class C Shares, five thousand (5,000) Class D Shares, five thousand (5,000) Class E Shares and fully paid up by a contribution in cash of an amount of two hundred fifty thousand Euro (EUR 250,000.-) out of which the amount of twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.-) is allocated to the share capital and the amount of two hundred twenty-five thousand Euro (EUR 225,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

11. Giorgio Fantacchiotti, born in Torino on 12 May 1969, residing at Via Appiani Andrea 2, 20121 Milan, has subscribed for five thousand (5,000) Class A Shares, five thousand (5,000) Class B Shares, five thousand (5,000) Class C Shares, five thousand (5,000) Class D Shares, five thousand (5,000) Class E Shares and fully paid up by a contribution in cash of an amount of two hundred fifty thousand Euro (EUR 250,000.-) out of which the amount of twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.-) is allocated to the share capital and the amount of two hundred twenty-five thousand Euro (EUR 225,000.-) is allocated to the share premium account of the Company.

Therefore, an amount of twenty-four million eight hundred sixty-nine thousand and one Euro (EUR 24,869,001.-) is now at the disposal of the Company, proof of which had been produced to the undersigned notary.

Third resolution

Further to the above resolutions, the Shareholders resolve to amend the first paragraph of article 5 of the Articles which shall now read as follows:

" **5.1.** The subscribed share capital of the Company is two million four hundred ninety thousand and one Euro (EUR 2,490,001.-) represented by:

- 5.1.1 one (1) share with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) ("action de commandité", the "Unlimited Share");
 - 5.1.2 four hundred ninety-eight thousand (498,000) Class A limited Shares;
 - 5.1.3 four hundred ninety-eight thousand (498,000) Class B limited Shares;
 - 5.1.4 four hundred ninety-eight thousand (498,000) Class C limited Shares;
 - 5.1.5 four hundred ninety-eight thousand (498,000) Class D limited Shares;
 - 5.1.6 four hundred ninety-eight thousand (498,000) Class E limited Shares;
- with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each ("actions de commanditaire", the "Limited Shares")."

Fourth resolution

The Meeting resolves to restate the Articles including the Company's corporate object which Articles shall be read as follows:

1. Form and corporate name. This document constitutes the articles of association (the "Articles") of TH Co-Invest S.C.A. (the "Company"), a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the Manager as defined in Article 8.1 (the "Manager");

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Manager.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 in priority, to invest as shareholder and hold a participation in TH IV S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 202.485 and indirectly in Aquafin Capital S.p.A. being a joint stock company incorporated in Italy, registered with the Companies' Register of Verona under no. 04197570239, having its registered office in Verona, via dei Mutilati no. 3/D, and a stated paid-in share capital of Euro 1,264,431;

3.2 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.3 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.4 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Manager thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.5 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Manager thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.6 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.7 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.7 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.8 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.9 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Manager thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.10 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3(a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.11 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Manager incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital of the Company is two million four hundred ninety thousand and one Euro (EUR 2,490,001.-) represented by:

5.1.1 One (1) share with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) ("action de commandité", the "Unlimited Share") held by the Unlimited Shareholder;

5.1.2 Two million four hundred ninety thousand (2,490,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,-) ("actions de commanditaire", the "Limited Shares") held by the Limited Shareholder, divided as follows:

- (a) four hundred ninety-eight thousand (498,000) class "A" shares (the "Class A Shares");
- (b) four hundred ninety-eight thousand (498,000) class "B" shares (the "Class B Shares");
- (c) four hundred ninety-eight thousand (498,000) class "C" shares (the "Class C Shares");
- (d) four hundred ninety-eight thousand (498,000) class "D" shares (the "Class D Shares"); and,
- (e) four hundred ninety-eight thousand (498,000) class "E" shares (the "Class E Shares").

5.2 Without prejudice to other designations used in the Articles:

5.2.1 the Class A to E Shares are together referred to as the "Classes of Shares" and each a "Class of Shares";

5.2.2 the shares of any Class of Shares as well as the Unlimited Share(s) are together referred to as the "Shares" and each a "Share";

5.2.3 "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly;

5.2.4 "Unlimited Shareholder" means the holder at the relevant time of the Unlimited Share;

5.2.5 "Limited Shareholders" means the holders at the relevant time of the Limited Shares and "Limited Shareholder" shall be construed accordingly.

5.3 The Shares are in registered form.

5.4 A register of registered shares shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any Shareholder.

This register will contain all the information required by article 39 of the 1915 Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register. Share certificates can also be issued to the Shareholders.

5.5 The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares.

5.6 If a registered Shareholder does not provide any address where the notices and information issued by the Company can be sent, this should be mentioned in the Shareholders' register and the address of the Shareholder shall be supposed to be the Registered Office of the Company or another address which shall be registered until such holder provides another address to the Company.

5.7 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.8 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.9 All Shares have equal rights subject as otherwise provided in these Articles.

5.10 The subscribed share capital may be increased by a Shareholders' Resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles and in accordance with Luxembourg Law.

5.11 If any Shares are issued on terms that they are not fully paid up on issue, then payment of the balance due shall be made at such time and upon such conditions as the Manager may determine provided that all such Shares are treated equally.

5.12 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of one or more entire Class(es) of Shares through the repurchase by the Company and subsequent cancellation of all the Limited Shares in issue in such Class(es) of Shares. In the case of repurchases and cancellations of Classes of Shares, such repurchase and cancellations of Classes of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class E). For the avoidance of doubt, no Class A Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class B Shares are outstanding; no Class B Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class C Shares are outstanding; no Class C Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class D Shares are outstanding; no Class D Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class E Shares are outstanding.

5.13 In the event of a repurchase of a Class of Shares (in the order provided for in this article 5) for the purpose of a share capital reduction, such Class of Shares shall give right to the holders thereof pro rata to their holding in such Class of Shares to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the

Manager) and the holders of the repurchased Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class of Shares held by them.

5.14 Upon the repurchase of the Shares of the relevant Class of Shares, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

5.15 The Limited Shares so repurchased shall be immediately cancelled in accordance with the requirement of the Luxembourg Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 The Shares will not be transferable before the sixth anniversary of the incorporation of the Company and after this period, the Shares will be transferable in accordance with the 1915 Law except otherwise provided in the Articles.

7.2 Any transfer of the Unlimited Share shall be subject to the passing of Shareholders' Resolutions:

7.2.1 approving the transfer; and

7.2.2 amending Article 8.1 to reflect the replacement as Manager of the transferor of the Unlimited Share by the transferee.

7.3 Any transfer of Limited Shares shall be subject to the prior consent of the Manager which shall not be unreasonably withheld.

8. The manager.

8.1 The Company will be managed by TH Manager S.à r.l. in its capacity as sole Unlimited Shareholder or "actionnaire commandité" (the "Manager").

8.2 The Manager has the power to take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to a meeting of Shareholders (the "Shareholders' Meeting").

8.3 A Manager may be removed from office, only for gross negligence or wilful misconduct, by a Shareholders' Meeting adopted in the same manner as is provided for by Luxembourg Law and these Articles for the amendment of the Articles. If following the removal of the Manager from office, there is no other Manager, then the Manager must be immediately replaced by a new Manager who must be an Unlimited Shareholder by Shareholders Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles. The Manager to be removed will not have any veto right in its capacity as Unlimited Shareholder relating to its removal and/or replacement. A removal of a Manager will not terminate the Company.

9. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

9.1 the Manager, acting by the signature of any legal representative or representatives;

9.2 the sole signature of any other person to whom such a power has been delegated in accordance with Articles 10.1 or 10.3 to the extent such a power has been delegated to him.

10. Delegation of powers.

10.1 The day to day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto may be delegated by the Manager to one or more agents (each a "Daily Manager"), acting alone or jointly.

10.2 A Daily Manager need not be a Shareholder.

10.3 The appointment and removal, powers, duties and emoluments of the Daily Managers will be determined by the Manager.

10.4 The Manager may delegate any of its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and may remove any such agent and determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

10.5 No powers will be delegated by the Manager to any Limited Shareholder and no Limited Shareholder may represent the Company.

11. Liability of the shareholders.

11.1 The Unlimited Shareholder will be liable with the Company (solidairement responsable) for the liabilities of the Company to the extent required by Luxembourg Law, including article 102 of the 1915 Law.

11.2 The Limited Shareholders shall not act on behalf of the Company other than by exercising their rights as shareholders in general meetings of the Company and shall only be liable to pay to the Company the par value, and any issue premium payable, on the Shares they respectively hold in the Company (to the extent not already paid).

12. Supervisory board and auditor.

12.1 The Company is either supervised by a supervisory board (the "Supervisory Board") or by one or more approved auditor (réviseur d'entreprises agréé), in the latter case where such appointment is required by the Luxembourg Law or where such appointment is permitted by Luxembourg Law and chosen by the Company (the "Auditor").

12.2 The general meeting of the Shareholders appoints the Auditor and determines their number, their remuneration and the term of their office.

The appointment may, however, not exceed a period of six (6) years. In case the Auditor is elected without mention of the term of its mandate, it is deemed to be elected for six (6) years from the date of its election.

12.3 The Auditor may be re-appointed.

12.4 The Supervisory Board shall consist of three (3) members (each a "Supervisory Board Member"). The Supervisory Board Members shall neither participate in nor interfere with the management of the Company but may advise the Manager on such matters as the Manager may determine.

12.5 Meetings of the Supervisory Board ("Supervisory Board Meetings") may be convened by any Supervisory Board Member.

12.6 Notices of any meeting of the Supervisory Board will be given by letter, fax or by email to all members with a reasonable notice in light of the circumstances in advance of the time set for such meeting. The notice will set out the time and the place of the meeting and it will contain the agenda.

The Supervisory Board Members may validly debate and take decisions at a Supervisory Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Supervisory Board Members have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Supervisory Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.7 A Supervisory Board Member may appoint any other Supervisory Board Member (but not any other person) to act as his representative (a "Supervisory Board Member's Representative") at a Supervisory Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Supervisory Board Meeting.

12.8 The Supervisory Board can only validly debate and take decisions if at least half of the Supervisory Board Members are present or represented. Decisions of the Supervisory Board shall be adopted by a simple majority of the Supervisory Board Members present or represented.

12.9 A Supervisory Board Member or his Supervisory Board Member's Representative may validly participate in a Supervisory Board Meeting through the medium of video-conferencing equipment or telecommunication means allowing the identification of each participating Supervisory Board Member. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Supervisory Board Members shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Supervisory Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of Supervisory Board Members (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place. A meeting held in this way is deemed to be held at the Registered Office.

12.10 A resolution in writing signed by all the Supervisory Board Members (or in relation to any Supervisory Board Member, his Supervisory Board Member's Representative) shall be as valid and effective as if it had been passed at a Supervisory Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Supervisory Board Members concerned.

12.11 The minutes of a Supervisory Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Supervisory Board Meeting may be certified by any Supervisory Board Member present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 The Shareholders' Meeting shall have such powers as are vested in it pursuant to these Articles or the Luxembourg Laws, and shall not have any powers reserved to the Manager by the Luxembourg Law. As envisaged by Article 111 of the 1915 Law, the Shareholders' Meeting shall amend the Articles only with the agreement of the Manager (subject as provided in Article 8.3).

13.2 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.3 Subject as provided by the 1915 Law and Articles 13.4, and 17, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.4 Shareholders may not change the Articles or the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their commitment to the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.5 A Shareholders' Meeting may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.7 Each Shareholder may vote through voting forms in the manner set out in the convening notice in relation to a Shareholders' Meeting. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three (3) days prior to the Shareholders' Meeting to which they relate and which comply with the requirements set out on the convening notice.

13.8 The Shareholders are entitled to participate in a Shareholders' Meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present for the calculation of quorum and majority conditions and voting. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting where deliberations shall be online without interruption.

13.9 The Manager shall have the powers and obligations to adjourn a Shareholders' Meeting as set out in the 1915 Law.

13.10 The Annual Shareholders' Meeting of the Company will be held on the first Thursday of the month of June at 4.00 p.m. of each year in the City of Luxembourg.

13.11 The Manager or the Supervisory Board may convene a Shareholders' Meeting. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month if Shareholders representing one-tenth of the capital require this in writing with an indication of the agenda.

13.12 One or more of the Shareholders who together hold at least ten percent of the subscribed capital may request that one or more additional items be put on the agenda of any Shareholders' Meeting. Such a request shall be sent to the Registered Office by registered mail, at least five days prior to the meeting.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on 31 December 2016 (all dates inclusive).

14.2 The Manager draws up the balance sheet and the profit and loss account.

The Manager submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual Shareholders' Meeting to the Supervisory Board or Auditor who shall make a report containing comments on such documents.

15. Reporting.

15.1 With regards to investments in private companies, the Manager will provide Limited Shareholders with (i) annual reports of the controlled operating company of such investments when such reports are made available to direct or indirect shareholders, (ii) annual budgets of the controlled operating company of such investments when such reports are made available to direct or indirect shareholders, and (iii) an overview of the relevant financial performance for the quarter of the controlled operating company no later than 45 business days after the end of each quarter.

16. Distributions on shares.

16.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

16.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by Luxembourg Law and by these Articles, the Shareholders agree that the Company shall remit cash available for remittance to the Shareholders, by virtue of the rights attached to their Shares as distribution of dividends, share premium, if any, or other reserves, if any, or repayment of capital by virtue of a capital reduction, or as redemptions of Limited Shares, in the following priority:

16.2.1 Firstly, 100% to the Limited Shareholders until such aggregate distributions are equal to their aggregate investment (the "LS Investment") in shares issued by the Company. For the avoidance of any doubt, aggregate investment means the overall investment of Limited Shareholders including both share capital and potential share premium;

16.2.2 Secondly, 100% to the Limited Shareholders until they have received a preferred return equivalent to the amount which makes the internal rate of return (the "IRR") of the LS Investment equal to 8% per annum, (the "Preferred LS Return"), whereby the IRR is defined as the discount rate at which the net present value of costs (negative cash flows) of investment in any instrument issued by the Company equals to the net present value of the benefits (positive cash flows) deriving from the investment in any instrument issued by the Company;

16.2.3 Thirdly, 100% to the Unlimited Shareholder (the "Preferred US Return") until, based on the overall IRR made by the Company on its investment (the "Company IRR"):

(a) if the Company IRR is between 8% (included) and 12% (excluded), the Preferred US Return, on a cumulative basis, is equal to 11.1% of the Preferred LS Return;

(b) if the Company IRR is between 12% (included) and 14% (excluded), the Preferred US Return, on a cumulative basis, is equal to 17.7% of the Preferred LS Return;

(c) if the Company IRR is higher than 14% (included), the Preferred US Return is equal to 25.0% of the Preferred LS Return.

In the event that multiple proceeds are received by the Company in relation to its investments and thereby the Company IRR increases from time to time, the percentages in points 16.2.3(a), 16.2.3(b) and 16.2.3(c) shall apply accordingly and the Preferred US Return shall be recalculated from time to time. For the avoidance of any doubt, previous amounts potentially distributed to the Unlimited Shareholder shall be deducted from the newly calculated Preferred US Return.

16.2.4 Thereafter, the holders of Class A Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred return representing 0.05% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class B Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred return representing 0.10% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class C Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred return representing 0.15% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class D Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred return representing 0.20% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class E Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred return representing 0.25% of the nominal value of the Shares issued by the Company; and,

16.2.5 Finally, all remaining income available for further distribution by the Company, if any, shall be distributed as follows:

(a) if the Company IRR is between 8% (included) and 12% (excluded), then 90% to the Limited Shareholders and 10% to the Unlimited Shareholder;

(b) if the Company IRR is between 12% (included) and 14% (excluded), 85% to the Limited Shareholders and 15% to the Unlimited Shareholder;

(c) if the Company IRR is higher than 14% (included), 80% to the Limited Shareholders and 20% to the Unlimited Shareholder;

In the event that multiple proceeds are received by the Company from its investments and thus the Company IRR increase from time to time, the percentages in points 16.2.5(a), 16.2.5(b) and 16.2.5(c) shall apply accordingly and the remaining distributions to Unlimited Shareholders and to Limited Shareholder shall be made in a way so as to ensure that the percentages in points 16.2.5(a), 16.2.5(b) and 16.2.5(c) are true after all distributions.

16.3 For the avoidance of doubt, the payments are to be made on a pari passu basis between the holders of the Class of Shares.

16.4 The amounts due to the Unlimited Shareholder under the waterfall hereabove can be, upon decision of the Unlimited Shareholder, either distributed to the Unlimited Shareholder or allocated to a specific reserve for further payment to the Unlimited Shareholder.

16.5 Notwithstanding the preceding provisions, the Manager may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits, share premium and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Luxembourg Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholder(s).

17. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by a Shareholders' Meeting by a resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles and in accordance with Luxembourg Law.

18. Interpretation and Luxembourg law.

18.1 In these Articles:

18.1.1 a reference to:

(a) one gender shall include each gender;

(b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;

(c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);

(d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

18.1.2 the words "include" or "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by word indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

18.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

18.2 The defined words used in these Articles have the following meanings:

Available Amount	Means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable share premium and other freely distributable reserves as reserved in accordance with article 5 of the Articles and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled, to the extent this amount constitute an available reserve, but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Luxembourg Law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: AA = (NP+P+CR) - (L+LR) Whereby: AA = Available Amount NP = net profits (including carried forward profits) P = any freely distributable share premium and other freely distributable reserves CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled L = losses (including carried forward losses) LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Luxembourg Law or of the Articles.
Cancellation Value Per Share	Shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.
Total Cancellation Amount	Shall be an amount determined by the Manager and approved by the Shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts and subject to the waterfall provided in article 16.2. The Total Cancellation Amount for each of the Classes E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares, unless otherwise resolved by the Shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.
Interim Accounts	Means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.
Interim Account Date	Means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Shares.

18.3 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to seven thousand euros (EUR 7,000.-).

Whereof the present deed is drawn up in Redange-sur-Attert, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le troisième jour de février,

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de "TH Co-Invest S.C.A.", une société en commandite par actions constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.419 (ci-après la "Société"), constituée par acte de Maître Danielle Kolbach, notaire demeurant à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 10 décembre 2015, dont les statuts n'ont pas encore été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C"). Les statuts de la Société (les "Statuts") n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'assemblée générale extraordinaire de la Société (l'"Assemblée") élit comme Président, Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert.

Le président nomme en qualité de Secrétaire, et l'Assemblée élit comme Scrutateur, Barbara Schmitt, employée privée demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et demandé au notaire de prendre acte de ce qui suit:

I.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre de leurs actions apparaissent sur une liste de présence; ladite liste de présence, signée ne varietur par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'Assemblée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées par le bureau de l'Assemblée et le notaire soussigné, resteront également annexées au présent acte.

II.- Il apparaît de la liste de présence, que 31.000 actions nominatives représentant cent pourcent (100%) du capital social de la Société sont présentes ou représentées à cette assemblée générale extraordinaire, de sorte que les exigences de quorum de cinquante pourcent (50%) du capital social tel qu'imposé par l'article 67-1 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sont réunies et que l'assemblée peut valablement délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Décision de créer cinq catégories d'actions (Catégorie A à E) et conversion des trente-et-un mille (31.000) actions existantes.

2. Décision d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux millions quatre cent cinquante-neuf mille et un euros (2.459.001,- EUR) afin de le porter de trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) à deux millions quatre cent quatre-vingt-dix mille et un euros (2.490.001,- EUR) par l'émission de deux millions quatre cent cinquante-neuf mille et une (2.459.001) nouvelles actions divisées en cinq catégories d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune et ayant les droits et obligations établis dans les Statuts (les "Nouvelles Actions").

3. Décision de refondre intégralement les Statuts en ce compris l'objet social.

4. Divers.

IV.- Après délibération, l'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de créer cinq (5) catégories d'actions commanditaires ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune et ayant les droits et obligations tels que modifiés par la troisième résolution ci-dessous:

- les actions de catégorie A (les "Actions de Catégorie A"),
- les actions de catégorie B (les "Actions de Catégorie B"),
- les actions de catégorie C (les "Actions de Catégorie C"),
- les actions de catégorie D (les "Actions de Catégorie D"), et
- les actions de catégorie E (les "Actions de Catégorie E"),

L'Assemblée décide de convertir les trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) actions commanditaires existantes en (i) six mille deux cents (6.200) Actions de Catégorie A, (ii) six mille deux cents (6.200) Actions de Catégorie B, (iii) six mille deux cents (6.200) Actions de Catégorie C, (iv) six mille deux cents (6.200) Actions de Catégorie D, (v) six mille cent quatre-vingt-dix-neuf (6.199) Actions de Catégorie E.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux millions quatre cent cinquante-neuf mille et un euros (2.459.001,- EUR) afin de le porter de trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) à deux millions quatre cent quatre-vingt-dix mille et un euros (2.490.001,- EUR) par l'émission de deux millions quatre cent cinquante-neuf mille et une (2.459.001) Nouvelles Actions divisées en cinq catégories d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune et ayant les droits et obligations établis dans les Statuts.

Souscription et paiement

1. CIR S.p.A, une société par actions constituée en Italie, immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Milan sous le numéro 0051920018, ayant son siège social au Via Ciovassino 1, 20121 Milan, a souscrit à deux cent mille (200.000) Actions de Catégorie A, deux cent mille (200.000) Actions de Catégorie B, deux cent mille (200.000) Actions de Catégorie C, deux cent mille (200.000) Actions de Catégorie D, deux cent mille (200.000) Actions de Catégorie E et intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de dix millions d'euros (10.000.000,- EUR) dont le montant d'un million d'euros (1.000.000,- EUR) est alloué au capital social et le montant de neuf millions d'euros (9.000.000,- EUR) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

2. La Finanziaria Trentina S.p.A, une société par actions constituée en Italie, immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Trente sous le numéro 01896030226, ayant son siège social à Trente, Via Mantova 53, a souscrit à quatre-vingt mille (80.000) Actions de Catégorie A, quatre-vingt mille (80.000) Actions de Catégorie B, quatre-vingt mille (80.000) Actions de Catégorie C, quatre-vingt mille (80.000) Actions de Catégorie D, quatre-vingt mille (80.000) Actions de Catégorie E et intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de quatre millions d'euros (4.000.000,- EUR) dont le montant quatre cent mille euros (400.000,- EUR) est alloué au capital social et le montant de trois millions six cent mille euros (3.600.000,- EUR) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

3. TH Fides S.à r.l, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189.021 et ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, a souscrit à soixante-quinze mille quatre cent vingt-deux (75.422) Actions de Catégorie A, soixante-quinze mille quatre cent vingt-deux (75.422) Actions de Catégorie B, soixante-quinze mille quatre cent vingt-deux (75.422) Actions de Catégorie C, soixante-quinze mille quatre cent vingt-deux (75.422) Actions de Catégorie D, soixante-quinze mille quatre cent vingt-trois (75.423) Actions de Catégorie E et intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de quatre millions cinquante mille quatre-vingt-deux euros (4.050.082,- EUR) dont le montant trois cent soixante-dix-sept mille cent onze euros (377.111,- EUR) est alloué au capital social et le montant de trois millions six cent soixante-douze mille neuf cent soixante-et-onze euros (3.672.971,- EUR) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

4. Dafofin One S.A, une société anonyme constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 77.978 et ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, a souscrit à soixante mille (60.000) Actions de Catégorie A, soixante mille (60.000) Actions de Catégorie B, soixante mille (60.000) Actions de Catégorie C, soixante mille (60.000) Actions de Catégorie D, soixante mille (60.000) Actions de Catégorie E et intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de trois millions d'euros (3.000.000,- EUR) dont le montant de trois cent mille euros (300.000,- EUR) est alloué au capital social et le montant de deux millions sept cent mille euros (2.700.000,- EUR) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

5. Kensington Square Holding S.A, une société anonyme constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.110 et ayant son siège social au 1, rue Nicolas Simmer, L-2538 Luxembourg, a souscrit à vingt mille (20.000) Actions de Catégorie A, vingt mille (20.000) Actions de Catégorie B, vingt mille (20.000) Actions de Catégorie C, vingt mille (20.000) Actions de Catégorie D, vingt mille (20.000) Actions de Catégorie E et intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de un million d'euros (1.000.000,- EUR) dont le montant de cent mille euros (100.000,- EUR) est alloué au capital social et le montant de neuf cents mille euros (900.000,- EUR) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

6. Nomen Fiduciaria S.r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois d'Italie et ayant son siège social au 10, Via del Carmine, 10122 Turin, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés d'Italie sous le numéro 06194870017, a souscrit à quinze mille (15.000) Actions de Catégorie A, quinze mille (15.000) Actions de Catégorie B, quinze mille (15.000) Actions de Catégorie C, quinze mille (15.000) Actions de Catégorie D, quinze mille (15.000) Actions de Catégorie E et intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de sept cent cinquante mille euros (750.000,- EUR) dont le montant de soixante-quinze mille euros (75.000,- EUR) est alloué au capital social et le montant six cent soixante-quinze mille euros (675.000,- EUR) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

7. Zeta-Arts Ltd, une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois d'Angleterre et Pays de Galles, ayant son siège social au Riverside House, 1 Place Farm Wheathampstead Herts AL4 8SB et immatriculée auprès du Companies House sous le numéro 9102856, a souscrit à quinze mille (15.000) Actions de Catégorie A, quinze mille (15.000) Actions de Catégorie B, quinze mille (15.000) Actions de Catégorie C, quinze mille (15.000) Actions de Catégorie D, quinze mille (15.000) Actions de Catégorie E et intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de sept cent cinquante mille euros (750.000,- EUR) dont le montant de soixante-quinze mille euros (75.000,- EUR) est alloué au capital social et le montant de six cent soixante-quinze mille euros (675.000,- EUR) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

8. Three Hills Partners I S.à r.l, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119.924 et ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, a souscrit à huit mille trois cent soixante-dix-huit (8.378) Actions de Catégorie A, huit mille trois cent soixante-dix-huit (8.378) Actions de Catégorie B, huit mille trois cent soixante-dix-huit (8.378) Actions de Catégorie C, huit mille trois cent soixante-dix-huit (8.378) Actions de Catégorie D, huit mille trois cent soixante-dix-huit (8.378) Actions de Catégorie E et intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de quatre cent dix-huit mille neuf cent dix-neuf euros (418.919,- EUR) dont le montant de quarante-et-un mille huit cent quatre-vingt-dix euros (41.890,- EUR) est alloué au capital social et le montant de trois cent soixante-dix-sept mille vingt-neuf euros (377.029,- EUR) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

9. Luchi Fiduciaria S.r.l, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois d'Italie et ayant son siège social au 10, Via Gesù, 20121 Milan, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés d'Italie sous le numéro 08846610965, a souscrit à huit mille (8.000) Actions de Catégorie A, huit mille (8.000) Actions de Catégorie B, huit mille (8.000) Actions de Catégorie C, huit mille (8.000) Actions de Catégorie D, huit mille (8.000) Actions de Catégorie E et intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de quatre cent mille euros (400.000,- EUR) dont le montant de quarante mille euros (40.000,- EUR) est alloué au capital social et le montant de trois cent soixante mille euros (360.000,- EUR) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

10. Evie Services Limited, une société constituée et régie par les lois de Dubaï, ayant son siège social au P.O. Box 16111, Ras Al Khaimah, UAE et immatriculée auprès du registre des commerce et des sociétés de Dubaï sous le numéro IC20140656, a souscrit à cinq mille (5.000) Actions de Catégorie A, cinq mille (5.000) Actions de Catégorie B, cinq mille (5.000) Actions de Catégorie C, cinq mille (5.000) Actions de Catégorie D, cinq mille (5.000) Actions de Catégorie E et entièrement libérées par un apport en numéraire d'un montant de deux cent cinquante mille euros (250.000,- EUR) dont le

montant de vingt-cinq mille euros (25.000,- EUR) est alloué au capital social et le montant de deux cent vingt-cinq mille euros (225.000,- EUR) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

11. Giorgio Fantacchiotti, né à Turin le 12 mai 1969, résidant à Via Appiani Andrea 2, 20121 Milan, a souscrit à cinq mille (5.000) Actions de Catégorie A, cinq mille (5.000) Actions de Catégorie B, cinq mille (5.000) Actions de Catégorie C, cinq mille (5.000) Actions de Catégorie D, cinq mille (5.000) Actions de Catégorie E et intégralement libérées par un apport en numéraire d'un montant de deux cent cinquante mille euros (250.000,- EUR) dont le montant de vingt-cinq mille euros (25.000,- EUR) est alloué au capital social et le montant de deux cent vingt-cinq mille euros (225.000,- EUR) est alloué au compte de prime d'émission de la Société.

Ainsi, le montant de vingt-quatre millions huit cent soixante-neuf mille et un euros (24.869.001,- EUR) est désormais à la disposition de la Société, la preuve ayant été produite au notaire soussigné.

Troisième résolution

Afin de refléter les décisions ci-dessus, les Associés décident de modifier l'article 5 des Statuts qui sera désormais lu comme suit:

" **5.1.** le capital social de la Société est fixé à deux millions quatre cent quatre-vingt-dix mille et un euros (EUR 2.490.001,-) représenté par:

5.1.1 une (1) action de l'Actionnaire Commandité d'une valeur nominale un euro (EUR 1,-) (ci-après l'"Action de Commandité");

5.1.2 quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille (498.000) Actions de Commanditaire de Catégorie A;

5.1.3 quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille (498.000) Actions de Commanditaire de Catégorie B;

5.1.4 quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille (498.000) Actions de Commanditaire de Catégorie C;

5.1.5 quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille (498.000) Actions de Commanditaire de Catégorie D;

5.1.6 quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille (498.000) Actions de Commanditaire de Catégorie E;

d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune (les "Actions de Commanditaire")."

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier les Statuts en ce compris l'objet social qui seront désormais lus comme suit:

1. Forme - Dénomination. Ce document constitue les statuts (les "Statuts") de TH Co-Invest S.C.A. (la "Société"), une société en commandite par actions, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi à Luxembourgville, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par le Gérant tel que défini à l'article 8.1 (le "Gérant").

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des actionnaires de la Société (une "Résolution des Actionnaires") passée conformément à ces Statuts et aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une Société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant.

2.4 La Société peut avoir des filiales, des succursales et d'autres bureaux à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3. Objet. Les objets de la Société sont:

3.1 en priorité, d'investir en tant qu'actionnaire et détenir une participation dans TH IV S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.485 et indirectement dans Aquafin Capital S.p.A., une société anonyme constituée en Italie, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Vérone sous le numéro 04197570239, ayant son siège social à Vérone, via dei Mutilati, 3/D, et avec un capital social déclaré de 1.264.431,- euros;

3.2 d'agir en tant que société d'investissement et de coordonner les activités de toutes les entités au sein desquelles la Société détient directement ou indirectement des participations, et d'acquérir (que ce soit par voie de souscription initiale, d'appel d'offres, d'achat, d'échange ou tout autre moyen) la totalité ou une partie des titres, des actions, obligations non garanties, debenture stocks, obligations, ou tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre bien de toutes

sortes et de détenir les mêmes instruments pour des besoins d'investissements, et de vendre, échanger ou céder ces mêmes instruments;

3.3 de poursuivre tout commerce ou activité commerciale et d'acquérir, entreprendre et poursuivre tout ou partie de l'activité commerciale, des biens immobiliers et/ou de supporter des dettes de toute personne poursuivant une activité commerciale;

3.4 d'investir et de négocier avec l'argent et les fonds de la Société de toute manière que le Gérant considère comme étant adaptée et de prêter de l'argent et d'accorder des crédits, dans chaque cas, à toute personne, que ce soit avec ou sans garantie;

3.5 d'emprunter, lever ou sécuriser le paiement d'argent de toute manière que le Gérant considère comme étant adaptée, y compris par l'émission (dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise) d'obligations et d'autres titres ou instruments, perpétuels ou non, convertibles ou non, qui grèvent ou non tout ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou son capital non libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.6 d'acquérir une participation dans, unifier, fusionner, consolider avec et constituer un partenariat (partnership) ou tout arrangement pour les besoins de partage des profits, union d'intérêts, coopération, joint-venture, concession réciproque ou autre avec toute personne, y compris tout employé de la Société;

3.7 de s'engager dans toute garantie ou contrat d'indemnité ou de caution, et de fournir des sûretés pour l'accomplissement des obligations de et/ou le paiement de toute somme par toute personne (y compris tout organe social dans lequel la Société a une participation directe ou indirecte ou toute personne (une "Entité Holding") qui est pour le moment un membre de, ou détient autrement un intérêt direct ou indirect dans, la Société ou tout organe social dans lequel une Entité Holding détient un intérêt direct ou indirect ou toute personne qui est associée avec la Société dans toute activité commerciale ou entreprise), avec ou sans contrepartie ou avantage pour la Société (direct ou indirect), et que ce soit par garantie personnelle ou hypothèque, charge ou privilège sur tout ou partie des engagements de la Société, propriétés, biens ou capital social non libéré (présents et futurs) ou par d'autres moyens; pour les besoins de cet Article 3.7 "garantie" inclut toute obligation, bien que décrite, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de, indemniser ou garder indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement de, ou autrement responsable, de l'endettement ou des obligations financières de toute autre personne;

3.8 d'acheter, prendre en location, échanger, louer ou autrement acquérir tout bien ou bien immobilier et tout droit ou privilège y relatif;

3.9 de vendre, mettre en bail, échanger, mettre à louer et céder tout bien ou bien immobilier, et/ou tout ou partie des entreprises de la Société, pour une contrepartie que le Gérant considère appropriée, y compris pour des parts sociales, obligations ou autres titres, qu'ils aient été entièrement ou partiellement payés, de toute personne, ayant ou non des objets similaires (en tout ou partie) à ceux de la Société; de détenir toutes parts sociales, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, fournir des options sur, mettre sur compte ou autrement gérer tout ou partie des biens et droits de la Société;

3.10 d'entreprendre tout ou partie des actions décrites dans tout paragraphe de cet Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que principal, agent, contractant, fiduciaire ou autrement; (c) par voie de ou via des fiduciaires, agents, sous-contractants ou autre; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;

3.11 d'entreprendre toutes actions (y compris conclure, exécuter, et délivrer des contrats, actes, accords ou arrangements avec ou en faveur de toute personne) qui sont, selon l'opinion du Gérant, accessoires ou propices à la réalisation de tout ou partie des objets de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

A CONDITION TOUJOURS que la Société n'entre dans aucune transaction qui pourrait constituer une activité réglementée du secteur financier ou qui requiert une licence professionnelle en vertu de la Loi Luxembourgeoise sans avoir obtenu d'autorisation requise en vertu de la Loi Luxembourgeoise.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à deux millions quatre cent quatre-vingt-dix mille et un euros (2.490.001,- EUR) représenté par:

5.1.1 une (1) action d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) détenue par l'Actionnaire Commandité (l'"Action de Commandité");

5.1.2 deux millions quatre cent quatre-vingt-dix mille (2.490.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) détenues par les Actionnaires Commanditaires (les "Actions de Commanditaire"), réparties comme suit:

(a) quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille (498.000) actions de catégorie "A" (les "Actions de Catégorie A");

(b) quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille (498.000) actions de catégorie "B" (les "Actions de Catégorie B");

(c) quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille (498.000) actions de catégorie "C" (les "Actions de Catégorie C");

(d) quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille (498.000) actions de catégorie "D" (les "Actions de Catégorie D"); et,

(e) quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille (498.000) actions de catégorie E (les "Actions de Catégorie E").

5.2 Sans préjudice d'autres désignations utilisées dans les Statuts:

5.2.1 les Actions de Catégorie A à E seront définies comme les "Catégories d'Actions" et individuellement une "Catégorie d'Actions";

5.2.2 toutes les actions des Catégories d'Actions ainsi que les Actions de Commandité seront définies comme les "Actions" et individuellement une "Action";

5.2.3 "Actionnaires" signifie les détenteurs à un moment donné des Actions et "Actionnaire" sera interprété conformément;

5.2.4 "Actionnaire Commandité" signifie le détenteur à un moment donné de l'Action de Commandité;

5.2.5 "Actionnaires Commanditaires" signifie les détenteurs à un moment donné des Actions de Commanditaire et "Actionnaire Commanditaire" sera interprété conformément.

5.3 Les Actions sont émises sous forme nominative.

5.4 Un registre d'actions nominatives sera maintenu au siège social de la Société, où il sera consultable par les Actionnaires. Ce registre contiendra toutes les informations requises par l'article 39 de la Loi de 1915. La propriété des actions nominatives sera établie par l'inscription dans le registre. Des certificats d'Actions pourront aussi être émis aux Actionnaires.

5.5 La Société considérera le nom de la personne inscrite dans le registre comme le propriétaire de ces Actions.

5.6 Dans le cas où un Actionnaire nominatif ne fournirait pas d'adresse où les notices et informations émises par la Société doivent être envoyées, il doit en être fait mention dans le registre d'Actionnaire et l'adresse de l'Actionnaire sera supposée être le Siège Social de la Société ou une autre adresse qui sera inscrite jusqu'à ce que le détenteur des Actions fournisse une autre adresse à la Société.

5.7 La Société peut établir un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime") sur lequel toute prime payée sur toute action doit être transférée.

Les décisions relatives à l'utilisation du Compte de Prime doivent être prises par le Gérant sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Afin d'éviter tout doute, une telle décision peut, sans que ceci soit nécessaire, affecter tout montant versé au contributeur.

5.8 La Société peut, sans limitation, accepter tout apport en numéraire ou d'autres contributions, sans émission d'Actions ou autres valeurs mobilières en contrepartie de la contribution et peut créditer les contributions à un ou plusieurs comptes. Les décisions relatives à l'utilisation de ces comptes doivent être prises par le Gérant sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Afin d'éviter tout doute, une telle décision peut, sans que ceci soit nécessaire, affecter tout montant versé au contributeur.

5.9 Toutes les Actions ont des droits égaux sans préjudice d'autres dispositions des présents Statuts.

5.10 Le capital social souscrit peut être augmenté par une Résolution des Actionnaires adoptée en conformité avec les conditions requises pour la modification des Statuts et conformément à la Loi Luxembourgeoise.

5.11 Si des Actions sont émises sans être intégralement libérées, le paiement du solde sera effectué au moment et aux conditions que le Gérant déterminera, sous réserve que toutes ces Actions soient traitées de manière équitable.

5.12 Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation d'une ou plusieurs Catégories d'Actions par le rachat par la Société et l'annulation subséquente de toutes les Actions émises dans de telle(s) Catégorie(s) d'Actions. Dans le cas de rachats et d'annulations de Catégories d'Actions, de tels rachats et annulations de Catégories d'Actions devront être réalisés dans l'ordre alphabétique inversé (commençant par la Catégorie E). Pour éviter tout doute, aucune Action de Catégorie A ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie B émises; aucune Action de Catégorie B ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie C en circulation; aucune Action de Catégorie C ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie D en circulation; aucune Action de Catégorie D ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie E en circulation.

5.13 Dans les cas d'un rachat d'une Catégorie d'Actions (dans l'ordre prévu au présent article 5) en vue de procéder à une réduction du capital social de la Société, cette Catégorie d'Actions donne droit à ses détenteurs au Montant Disponible au pro rata de leur participation dans cette Catégorie d'Actions (avec la limite cependant du Montant d'Annulation Total tel que déterminé par le Gérant) et les détenteur des Actions de la Catégorie d'Actions rachetée recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Action pour chaque Action de la Catégorie d'Actions en question détenue par eux.

5.14 La Valeur d'Annulation par Action sera due et exigible par la Société dès le rachat des Actions de la Catégorie d'Actions appropriées.

5.15 Les Actions de Commanditaires rachetées devront être immédiatement annulées en accord avec les exigences fixées par la Loi Luxembourgeoise.

6. Indivisibilité des actions.

6.1 Chaque Action est indivisible.

6.2 Une Action peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Action notifient par écrit à la Société celui d'entre eux qui est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Actionnaire pour l'Action en question, y compris pour les besoins de vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Cession d'actions.

7.1 Les Actions ne seront pas cessibles avant le sixième anniversaire de la constitution de la Société et après cette période, les Actions seront cessibles conformément à la Loi de 1915, sous réserve de dispositions contraires contenues dans les Statuts.

7.2 Toute cession de l'Action de Commandité sera soumise à l'adoption d'une résolution des Actionnaires:

7.2.1 approuvant la cession; et

7.2.2 modifiant l'article 8.1 afin de refléter le remplacement en tant que Gérant du cédant de l'Action de Commandité par le cessionnaire.

7.3 Toute cession d'Actions de Commanditaire sera soumise à l'accord préalable du Gérant, qui ne devra pas être refusée de façon déraisonnable.

8. Gérance.

8.1 La Société sera gérée par TH Manager S.à r.l., en sa qualité d'unique Actionnaire Commandité de la Société (défini ci-après comme le "Gérant").

8.2 Le Gérant a le pouvoir de prendre toute mesure nécessaire ou utile pour réaliser l'objet de la Société, à l'exception de ceux réservés par la Loi Luxembourgeoise ou les présents Statuts à une réunion des actionnaires (une "Assemblée Générale").

8.3 Un Gérant peut être révoqué uniquement en cas de négligence importante ou faute intentionnelle, sur décision de l'Assemblée Générale adoptée de la façon prévue par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts pour la modification des statuts. Si à la suite de la révocation du Gérant, il n'y a pas d'autre gérant, alors le Gérant doit être immédiatement remplacé par un nouveau gérant qui doit être un Actionnaire Commandité par résolution des actionnaires adoptée conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts. Le Gérant n'aura aucun droit de veto en sa qualité d'Actionnaire Commandité quant à sa révocation et/ou son remplacement. La Société ne sera pas dissoute des suites de la révocation du Gérant.

9. Représentation. Sous réserve des dispositions prévues par la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société est valablement engagée ou représentée vis-à-vis des tiers par:

9.1 le Gérant, agissant par la signature d'un ou plusieurs représentants légaux;

9.2 la signature unique de toute autre personne à qui un tel pouvoir a été délégué en conformité avec les articles 10.1 ou 10.3 dans la mesure où un tel pouvoir lui a été délégué.

10. Délégation de pouvoirs.

10.1 La gestion journalière des affaires de la Société ainsi que le pouvoir de représenter la Société peut être délégué par le Gérant à un ou plusieurs agents (chacun un "Délégué à la Gestion Journalière"), agissant seul ou conjointement.

10.2 Un Délégué à la Gestion Journalière n'a pas besoin d'être Actionnaire.

10.3 La nomination, la révocation, les pouvoirs, tâches et émoluments des Délégués à la Gestion Journalière seront déterminés par le Gérant.

10.4 Le Gérant pourra déléguer n'importe lequel de ses pouvoirs pour remplir des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et pourra révoquer cet agent ou déterminer les pouvoirs et responsabilités de tels mandataires et rémunération (le cas échéant), la durée de leur période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de leur mandat.

10.5 Aucun pouvoir ne sera délégué par le Gérant à un Actionnaire Commanditaire et aucun Actionnaire Commanditaire ne pourra représenter la Société.

11. Responsabilités des actionnaires.

11.1 L'Actionnaire Commandité sera solidairement responsable avec la Société pour les dettes de la Société dans la mesure où cela est requis par la Loi Luxembourgeoise, y compris l'article 102 de la Loi de 1915.

11.2 Les Actionnaires Commanditaires ne devront pas agir pour le compte de la Société autrement qu'en exerçant leurs droits en tant qu'actionnaires aux assemblées générales de la Société et seront uniquement obligés de payer à la Société la valeur nominale, et toute prime d'émission due, des Actions qu'ils détiennent respectivement dans la Société (le cas échéant).

12. Conseil de surveillance et réviseur d'entreprise.

12.1 La Société est supervisée soit par un conseil de surveillance (le "Conseil de Surveillance") soit par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, cette dernière éventualité étant celle où une telle nomination est requise ou permise par la Loi Luxembourgeoise et est choisie par la Société (le(s) "Réviseur(s)").

12.2 L'Assemblée Générale des Actionnaires nomme le(s) Réviseur(s) et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. La nomination ne peut cependant excéder une période de six (6) ans. Dans le cas où le Réviseur serait élu sans indication de durée de mandat, il est réputé être élu pour six (6) ans à partir de la date de sa nomination.

12.3 Le(s) Réviseur(s) peut/peuvent être réélu(s).

12.4 Le Conseil de Surveillance est composé de trois (3) membres (chacun un "Membre du Conseil de Surveillance"). Les Membres du Conseil de Surveillance ne devront jamais participer ou interférer dans la gestion de la Société mais devront uniquement conseiller le Gérant sur les matières que le Gérant détermine.

12.5 Les réunions du Conseil de Surveillance (les "Réunions du Conseil de Surveillance") peuvent être convoquées par tout Membre du Conseil de Surveillance.

12.6 Les avis de toute Réunion du Conseil de Surveillance seront donnés à tous les membres par lettre, fax ou courriel dans un délai raisonnable à la lumière des circonstances avant la date déterminée pour une telle réunion.

La convocation mentionnera la date et le lieu de la réunion et contiendra l'ordre du jour. Les Membres du Conseil de Surveillance peuvent débattre valablement et prendre les décisions lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance sans respecter tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les Membres du Conseil de Surveillance ont renoncé aux exigences et formalités de convocation en question soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil de Surveillance en question, en personne ou par un mandataire autorisé.

12.7 Un Membre du Conseil de Surveillance peut nommer un autre Membre du Conseil de Surveillance, et uniquement un autre Membre du Conseil de Surveillance pour le représenter (le "Mandataire du Membre du Conseil de Surveillance") à la Réunion du Conseil de Surveillance pour assister, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à cette Réunion du Conseil de Surveillance.

12.8 Le Conseil de Surveillance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si la moitié des Membres du Conseil de Surveillance au moins est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Surveillance sont adoptées à la majorité simple des Membres du Conseil de Surveillance présents ou représentés.

12.9 Un Membre du Conseil de Surveillance ou Mandataire du Membre du Conseil de Surveillance peut valablement participer à une Réunion du Conseil de Surveillance par le biais d'équipement de vidéo conférence ou de moyens de télécommunication permettant l'identification de chacun des Membres du Conseil de Surveillance. Ces moyens devront avoir des caractéristiques techniques assurant une participation effective à la réunion permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres de façon continue et autorisant la participation effective de telles personnes à la réunion. Une personne participant de cette façon est réputée être présente en personne à la réunion et devra être comptée dans le quorum et aura le droit de voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, tous les sujets examinés par le Conseil de Surveillance de cette façon seront, pour les besoins des Statuts, réputés avoir été effectivement et valablement examinés à la Réunion du Conseil de Surveillance, nonobstant que le nombre des Membres du Conseil de Surveillance (ou leurs mandataires) physiquement présents au même endroit soit inférieur au nombre nécessaire pour constituer un quorum. Une Réunion du Conseil de Surveillance tenue dans ces conditions est réputée avoir été tenue au Siège Social de la Société.

12.10 Une résolution écrite signée par tous les Membres du Conseil de Surveillance (ou en rapport avec tout Membre du Conseil de Surveillance, le Mandataire du Membre du Conseil de Surveillance) est aussi valable et effective que si elle avait été adoptée lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents de la même forme chacun signé par ou au nom d'un ou plusieurs Membres du Conseil de Surveillance.

12.11 Les procès-verbaux des Réunions du Conseil de Surveillance sont signés par, et les extraits des procès-verbaux des Réunions du Conseil de Surveillance peuvent être certifiés par, tout Membre du Conseil de Surveillance présent à la Réunion.

13. Résolutions des actionnaires.

13.1 L'assemblée des actionnaires (l'"Assemblée des Actionnaires") détiendra les pouvoirs qui lui sont attribués selon ces Statuts ou la Loi Luxembourgeoise, et n'aura pas les pouvoirs réservés au Gérant par la Loi Luxembourgeoise. Tel que prévu par l'Article 111 de la Loi de 1915, l'Assemblée des Actionnaires pourra modifier les Statuts uniquement avec l'accord préalable du Gérant (tel que prévu à l'Article 8.3).

13.2 Chaque Actionnaire a droit à un vote pour chaque Action dont il est le détenteur.

13.3 Sous réserve des dispositions prévues dans la Loi de 1915 et aux Articles 13.4 et 17, les Résolutions des Actionnaires seront valablement adoptées à la majorité des votes, sans préjudice du nombre d'Actions représentées.

13.4 Les Actionnaires ne pourront pas changer les Statuts ou la nationalité de la Société ou obliger un des Actionnaires à augmenter son engagement dans la Société sans un vote unanime des Actionnaires.

13.5 Une Assemblée des Actionnaires peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions de convocation préalable et formalités si tous les Actionnaires ont renoncé aux formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée des Actionnaires en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.6 Un Actionnaire peut être représenté à une Assemblée des Actionnaires en désignant par écrit (ou par fax ou courriel ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire.

13.7 Chaque Actionnaire peut voter au moyen d'un formulaire de vote tel que décrit dans la convocation envoyée relative à l'Assemblée des Actionnaires. Les Actionnaires peuvent utiliser uniquement les formulaires de vote fournis par la Société et qui contiennent au moins l'endroit, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, la proposition soumise à la décision de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition trois cases permettant à l'Actionnaire de voter en faveur,

contre ou de s'abstenir de voter sur chaque résolution proposée en cochant la case appropriée. Les formulaires de vote qui ne montrent ni un vote pour ni un vote contre une résolution, ni une abstention, seront nuls.

La Société prendra en compte uniquement les formulaires de vote reçus trois (3) jours avant la tenue de l'Assemblée des Actionnaires concernée et qui sont en accord avec les formalités décrites dans la convocation.

13.8 Les Actionnaires peuvent participer à une Assemblée des Actionnaires par voie de vidéoconférence ou de télécommunications permettant leur identification, et sont considérés présents pour le calcul du quorum et des conditions de majorité et de vote. Ces moyens doivent avoir des caractères techniques qui créent une participation effective à l'assemblée dans laquelle les délibérations existent sans interruption.

13.9 Le Gérant aura les pouvoirs et obligations d'ajourner une Assemblée des Actionnaires dans les cas prévus par la Loi de 1915.

13.10 L'Assemblée Annuelle des Actionnaires de la Société se tiendra chaque année le premier jeudi du mois de juin à 16h00 dans la ville de Luxembourg.

13.11 Le Gérant ou le Conseil de Surveillance peuvent convoquer une Assemblée des Actionnaires. Ils doivent la convoquer de façon à ce qu'elle se tienne dans une période d'un mois si les Actionnaires représentant un dixième du capital social en font la demande par écrit, avec indication de l'ordre du jour.

13.12 Un ou plusieurs Actionnaires qui ensemble détiennent au moins dix pourcent du capital souscrit peuvent demander qu'un ou plusieurs points additionnels soient ajoutés à l'ordre du jour de l'Assemblée des Actionnaires. Cette demande devra être envoyée au Siège Social par courrier recommandé, au moins cinq jours avant la tenue de l'assemblée.

14. Exercice social et comptes annuels.

14.1 L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, en tant que mesure transitoire, le premier exercice social de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre 2016 (toutes dates comprises).

14.2 Le Gérant établit le bilan comptable et le compte de pertes et profits. Le Gérant soumet ces documents avec un rapport sur les opérations de la Société au moins un mois avant l'Assemblée annuelle des Actionnaires au Conseil de Surveillance ou au Réviseur d'Entreprises Agréé qui fera un rapport commentant ces documents.

15. Reporting.

15.1 En ce qui concerne les investissements dans des sociétés privées, le Gérant devra procurer aux Actionnaires Commanditaires (i) les rapports annuels de la société opérationnelle contrôlée lorsque ceux-ci sont tenus à disposition des actionnaires directs et indirects, (ii) les budgets annuels de la société opérationnelle contrôlée lorsque ceux-ci sont tenus à disposition des actionnaires directs et indirects, et (iii) un aperçu des performances financières chaque trimestre de la société opérationnelle contrôlée au plus tard dans les 45 jours suivant la fin du trimestre.

16. Distribution sur actions.

16.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pourcent (5%) seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pourcent (10%) du capital social de la Société.

16.2 Dans la mesure où des fonds seraient disponibles au niveau de la Société pour la distribution et suivant les conditions requises par la Loi Luxembourgeoise et par les présents Statuts, les Actionnaires accepteront que la Société distribue les fonds disponibles aux Actionnaires, en fonction des droits attachés à ces Actions en tant que distribution de dividendes, ou de la prime d'émission, le cas échéant, ou d'autres réserves, le cas échéant, ou repaiement du capital par une réduction de capital ou un rachat d'Actions, dans l'ordre de priorité ci-dessous:

16.2.1 En premier lieu, 100% aux Actionnaires Commanditaires jusqu'à ce que l'ensemble des distributions soit égal à la totalité de l'investissement ("AC Investissement") des actions émises par la Société. Afin d'éviter tout doute, la totalité de l'investissement signifie l'investissement global des Actionnaires Commanditaires, en ce compris le capital social et la prime d'émission potentielle;

16.2.2 Deuxièmement, 100% aux Actionnaires Commanditaires jusqu'à ce qu'ils aient reçu un retour privilégié égal au montant qui amènerait le taux de rentabilité interne (le "TRI") de AC Investissement à 8% par an, ("AC Retour Préférentiel"), étant entendu que le TRI est défini comme le taux réduit auquel la valeur nette des coûts (trésorerie négative) de l'investissement en tout instrument émis par la Société égal à la valeur nette des bénéfices (trésorerie positive) dérivant des investissements en tout instrument émis par la Société;

16.2.3 Troisièmement, 100% à l'Actionnaire Commandité ("Retour Préférentiel du Gérant") jusqu'à, basé sur le taux de rentabilité interne global effectué par la Société sur ses investissements (le "TRI de la Société"):

(a) Si le TRI de la Société se situe entre 8% (inclus) et 12% (exclus), le Retour Préférentiel du Gérant, sur une base cumulative, est égal à 11,1% de l'AC Retour Préférentiel;

(b) Si le TRI de la Société se situe entre 12% (inclus) et 14% (exclus), Retour Préférentiel du Gérant, sur une base cumulative, est égal à 17,7% de l'AC Retour Préférentiel;

(c) Si le TRI de la Société est supérieur à 14% (inclus), le Retour Préférentiel du Gérant est égal à 25% de l'AC Retour Préférentiel.

Dans le cas où de multiples recettes seraient perçues par la Société de par ses investissements et de ce fait, augmenterait le TRI de la Société de temps en temps, les pourcentages aux points 16.2.3(a), 16.2.3(b) and 16.2.3(c) s'appliqueront conformément et le Retour Préférentiel du Gérant sera recalculé de temps en temps. Afin d'éviter tout doute, les montants précédents qui auront été distribués à l'Actionnaire Commandité doivent être déduits du nouveau montant du Retour Préférentiel du Gérant.

16.2.4 Ensuite, les détenteurs des Actions de Catégorie A se verront le droit de recevoir, au prorata de leur détention, un taux préférentiel représentant 0,05% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Les détenteurs des Actions de Catégorie B se verront le droit de recevoir, au prorata de leur détention, un taux préférentiel représentant 0,10% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Les détenteurs des Actions de Catégorie C se verront le droit de recevoir, au prorata de leur détention, un taux préférentiel représentant 0,15% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Les détenteurs des Actions de Catégorie D se verront le droit de recevoir, au prorata de leur détention, un taux préférentiel représentant 0,20% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Les détenteurs des Actions de Catégorie E se verront le droit de recevoir, au prorata de leur détention, un taux préférentiel représentant 0,25% de la valeur nominale des Actions émises par la Société; et,

16.2.5 Enfin, tous les revenus restants disponibles pour future distribution par la Société, si c'est le cas, doivent être distribués comme suit:

(a) Si le TRI de la Société se situe entre 8% (inclus) et 12% (exclus), 90% aux Actionnaires Commanditaires et 10% à l'Actionnaire Commandité;

(b) Si le TRI de la Société se situe entre 12% (inclus) et 14% (exclus), 85% aux Actionnaires Commanditaires et 15% à l'Actionnaire Commandité;

(c) Si le TRI de la Société est supérieur à 14% (inclus), 80% aux Actionnaires Commanditaires et 20% à l'Actionnaire Commandité.

Dans le cas où de multiples recettes seraient perçues par la Société de par ses investissements et de ce fait, augmenterait le TRI de la Société de temps en temps, les pourcentages aux points 16.2.5(a), 16.2.5(b) et 16.2.5(c) s'appliqueront par conséquent et les distributions restantes aux Actionnaires Commandités ainsi qu'à l'Actionnaire Commanditaire s'effectueront de manière à ce que les pourcentages aux points 16.2.5(a), 16.2.5(b) et 16.2.5(c) soient équitables après toutes les distributions.

16.3 Afin d'éviter tout doute, les paiements à réaliser doivent se faire sur une base pari passu entre les détenteurs de Catégories d'Actions.

16.4 Les montants dus à l'Actionnaire Commandité en vertu de cet article peuvent être, par une décision de l'Actionnaire Commandité, soit distribués à l'Actionnaire Commandité soit alloués à une réserve spéciale afin d'être distribués par la suite à l'Actionnaire Commandité.

16.5 Malgré les dispositions précédentes, le Gérant peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Actionnaire(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation des comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés, de la prime d'émission et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à une réserve établie selon la Loi Luxembourgeoise ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l' (les) Actionnaire(s).

17. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par une Assemblée des Actionnaires par une résolution adoptée en conformité avec les conditions requises pour la modification des Statuts et conformément à la Loi Luxembourgeoise.

18. Interprétation et loi luxembourgeoise.

18.1 Dans les présents Statuts:

18.1.1 Une référence à:

(a) un genre devra inclure chaque genre;

(b) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;

(c) une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, État ou agence d'un État ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);

(d) une disposition légale ou Statuts inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles mises en vigueur (avec ou sans modifications).

18.1.2 les mots "inclure" et "incluant" seront censés être suivis par les mots "sans limitation" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

18.1.3 Les en-têtes de ces Statuts ne doivent pas affecter leur interprétation.

18.2 Les mots définis utilisés dans les Statuts ont la signification suivante:

Montant Disponible Signifie le total des bénéfices nets de la Société (incluant les bénéfices reportés)

augmentés par (i) toute prime d'émission librement distribuable et d'autres réserves disponibles telles que réservées en accord avec l'article 5 des Statuts et (ii) selon le cas par le montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale touchant à la Catégorie d'Actions devant être annulée, dans la mesure où ce montant constitue un montant disponible, mais réduit par (i) toutes pertes (pertes reportées incluses) et (ii) toutes sommes devant être placées dans une ou des réserve(s) conformément aux exigences de la Loi Luxembourgeoise ou de ces Statuts, chaque fois comme exposé dans les Comptes Intérimaires concernés (afin d'éviter tout doute, sans quelconque double calcul) pour que: $MD = (BN + PR + RC) - (P + RL)$

où:

MD = le Montant Disponible.

BN = bénéfices nets (incluant les bénéfices reportés).

PR = toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves librement distribuables.

RC = le montant de la réduction de capital et de la réduction de la réserve légale touchant à la Catégorie d'Actions devant être annulée.

P = pertes (pertes reportées incluses).

RL = toutes sommes devant être placées dans des réserves conformément aux exigences de la Loi Luxembourgeoise ou des Statuts.

Valeur d'Annulation par Action	Sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre d'Actions émises dans la Catégorie d'Actions devant être rachetées et annulées.
Montant Total d'Annulation	Signifie le montant déterminé par le Gérant et approuvé par les Actionnaires sur base de Comptes Intérimaires correspondants et sous réserve de la clause de distribution de l'article 16.2. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des Catégories E, D, C, B et A sera le Montant Disponible de la Catégorie correspondante au moment de l'annulation de la Catégorie concernée, sauf en cas de décision contraire des Actionnaires prise de la manière prévue pour la modification des Statuts pour autant, cependant, que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.
Comptes Intérimaires	Signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernée.
Date des Comptes Intérimaires	Signifie la date au plus tôt huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la Catégorie d'Actions concernée.

18.3 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, sont à la charge de la Société ou seront mis à sa charge, ont été estimés à environ sept mille euros (EUR 7.000,-).

Dont acte, fait et passé à Redange-sur-Attert, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivie d'une version française; sur requête des parties comparantes et dans le cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaut.

Après lecture faite au représentant des parties comparantes, connues du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit représentant a signé, ensemble avec le notaire, le présent acte original.

Signé: S. LECOMTE, B. SCHMITT, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 4 février 2016. Relation: DAC/2016/1802. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 16 février 2016.

Référence de publication: 2016067084/1132.

(160029549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Spiral S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 204.051.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the eleventh day of February.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Arendt & Medernach S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with Luxembourg trade and companies register under number B 186371, having its registered office at 41A, avenue J.F. Kennedy L-2082 Luxembourg,

here represented by Edouard d'Anterroches, avocat, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 9 February 2016.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited company (société anonyme) which he wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name and form. There exists a public limited company (société anonyme) qualifying as a specialised investment fund in the form of an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the name Spiral S.A., SICAV-SIF (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "2007 Law"), the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "1915 Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the investment of the funds available to it in securities of all kinds, undertakings for collective investment as well as any other permissible assets, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management thereof.

2.2 The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its purpose in accordance with the 2007 Law.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.4 In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at all times be equal to the net asset value of the Company and its Sub-Funds (as defined in article 10 hereof). The share capital of the Company shall thus vary ipso jure, without any amendment to these articles of association and without compliance with measures regarding publication and entry into the Trade and Companies Register.

5.2 The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the 2007 Law. Such minimum capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under Luxembourg law.

5.3 The Company is incorporated with an initial share capital of fifty-thousand US dollars (USD 50,000.-) represented by fifty (50) fully paid-up shares.

5.4 For the purposes of the consolidation of the accounts the base currency of the Company shall be US dollars (USD).

Art. 6. Shares.

6.1 The shares of the Company are in registered or bearer form.

6.2 The Company may have one or several shareholders.

6.3 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 In case of registered shares, a register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. In case of bearer shares, a register of shares will be kept by a specific depositary appointed by the board of directors for such purposes, chosen in accordance with the provisions of the 1915 Law. Such depositary will provide shareholders upon request with the information registered in said register in relation to their own shareholding only. The registers shall contain all the information required by the 1915 Law. Ownership of shares is established by registration in said share registers. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are, as a rule, freely transferable in accordance with the provisions of the law and the issuing documents. When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Company, by virtue of its subscription agreement or otherwise, shares held by such shareholder may only be transferred, pledged or in accordance with the provisions of the issuing documents. Any transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise, unless otherwise foreseen by the issuing documents. This condition may be waived by the Company, if deemed in the best interest of the Company and its shareholders.

7.4 Any transfer of registered shares shall become effective towards the Company and third parties either (i) through a declaration of transfer recorded in the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or (ii) upon notification of a transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

Art. 8. Classes of shares.

8.1 The Company may decide to issue one or more classes of shares, for the Company or for each Sub-Fund.

8.2 Each class of shares may differ from the other classes with respect to its cost structure, the initial investment required or the currency in which the net asset value is expressed or any other feature. There may be capitalisation and distribution shares.

8.3 Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

8.4 The Company may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the issuing documents of the Company shall be updated accordingly.

Art. 9. Sub-Funds.

9.1 The Company may, at any time, create different sub-funds corresponding to a distinct part of the assets and liabilities of the Company (hereinafter referred to as a "Sub-Fund"). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their duration if it sees fit.

9.2 As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund(s). The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

9.3 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in US dollar (USD), be converted into US dollar (USD) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

9.4 Any future reference to a Sub-Fund shall include, if applicable, each class of shares making up this Sub-Fund.

Art. 10. Issue of shares.

10.1 Subject to the provisions of the 2007 Law, the Company is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued, except when such issue in a specific share class bearing specific distribution rights (e.g. carried interest rights) would have a material dilution effect for the existing holders of such shares. In this latter case, no additional shares in the relevant class shall be issued without a preferential right to subscribe for existing shareholders without the approval of two thirds (2/3) of the votes attached to the relevant shares of such existing shareholders in the relevant Sub-Fund.

10.2 The Company may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the Company may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the issuing documents of the Company.

10.3 In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as foreseen by the 2007 Law, the Company may determine any other subscription conditions such as the minimum amount of subscriptions/commitments, the minimum amount of the aggregate net asset value of the shares to be initially subscribed, the minimum amount of any additional shares to be issued, the application of default interest payments on shares subscribed and unpaid when due, restrictions on the ownership of shares and the minimum amount of any holding of shares. Such other conditions shall be disclosed and more fully described in the issuing documents of the Company.

10.4 Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines determined by the Company and reflected in the issuing documents of the Company. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Company and reflected in the issuing documents of the Company.

10.5 The Company may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

10.6 The Company may, if a prospective shareholder requests and the Company so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the Company and must correspond to the investment policy and restrictions of the Company or the Sub-Fund being invested in. A report relating to the contributed assets must be delivered to the Company by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé).

Art. 11. Redemption and conversion of shares.

11.1 The Company shall determine whether shareholders of any particular class of shares may request the redemption or conversion of all or part of their shares by the Company or not, and reflect the terms and procedures applicable in the issuing documents of the Company and within the limits provided by law and these articles of association.

11.2 The Company shall not proceed with the redemption of shares in the event that the net assets of the Company would fall below the minimum capital foreseen in the 2007 Law as a result of such redemption.

11.3 The redemption price and payment modalities shall be determined in accordance with the rules and guidelines determined by the Company and reflected in the issuing documents of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

11.4 If, as a result of any request for redemption or conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Company, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption or conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

11.5 Furthermore, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 13 hereof), redemption and conversion requests exceed a certain level determined by the Company in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class, the Company may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Company considers to be in the best interest of the Company. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests if necessary on a pro-rata basis among involved shareholders.

11.6 The Company may redeem shares whenever the Company considers redemption to be in the best interests of the Company.

11.7 In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 12 "Limitations on the ownership of Shares" herein.

11.8 The Company shall have the right, if the Company so determines, to satisfy in kind the payment of the redemption price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Company or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Company or the relevant Sub-Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of an independent auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 12. Limitations on the ownership of shares.

12.1 The shares of the Company are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the 2007 Law.

12.2 The Company may refuse to issue and decline to register any transfer of shares to any natural person or legal entity when it appears that such issue or transfer may result in any natural person or legal entity, which does not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the 2007 Law, holding such shares or if the Company considers that this ownership may violate the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or of any other country, or may subject the Company to taxation in a country other than the Grand Duchy of Luxembourg or may otherwise be detrimental to the Company, as specified in the issuing documents.

12.3 In such instance, the Company may also proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company.

The following procedure shall be applied:

12.3.1 the Company shall send a redemption notice to the relevant investor possessing the shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate or certificates, if there are any, representing the shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the certificates representing these shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

12.3.2 the redemption price at which the shares specified in the redemption notice shall be redeemed shall be determined in accordance with the rules determined by the Company and reflected in the issuing documents of the Company. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the reference currency of the relevant class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the share certificate or certificates, if issued, representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the share certificate or certificates, if issued, as aforesaid. The exercise by the Company of this power shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

12.4 In particular, the Company may restrict or block the ownership of shares in the Company by any “US Person” unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations. The term “US Person” means any resident or person with the nationality of the United States of America or one of their territories or possessions or regions under their jurisdiction, or any other company, association or entity incorporated under or governed by the laws of the United States of America or any person falling within the definition of “US Person” under such laws.

Art. 13. Net asset value.

13.1 The net asset value of the shares in every Sub-Fund or class of share of the Company shall be determined at least once a year and expressed in the currency (ies) decided upon by the Company. The Company shall decide the days by reference to which the assets of the Company or Sub-Funds shall be valued (each a “Valuation Day”) and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Company shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, notes, debenture stocks, debt instruments and claims arising from loans, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the Company or relevant Sub-Fund;
- all dividends and distributions payable to the Company or relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Company or relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- the preliminary expenses of the Company or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written-off;

- the other fixed assets of the Company or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures;
and

- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Company's liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;

- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Company regarding each Sub-Fund but not yet paid;

- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the Company;
and

- all other liabilities of the Company of any kind with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company including, but not limited to: formation expenses; expenses in connection with, and fees payable to, its investment manager(s), adviser(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of issuing documents of the Company, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets including in particular transaction costs and due diligence costs; interest and bank charges, as well as taxes and other governmental charges.

13.2 The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

I. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognised pricing service approved by the Company. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the Company;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at a fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith under the direction of the board of directors;

- investments in private equity securities will be valued at a fair value under the direction of the board of directors in accordance with appropriate professional standards, such as, without limitation, the International Private Equity and Venture Capital (IPEV) Valuation Guidelines as endorsed by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), as further specified in the issuing documents of the Company;

- investments in real estate assets shall be valued with the assistance of one or several independent valuer(s) designated by the Company for the purpose of appraising, where relevant, the fair value of a property investment in accordance with its/their applicable standards, such as, for example, the Valuation -Professional Standards published by the Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS), as further specified in the issuing documents of the Company;

- the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Company or Sub-Fund would receive if it sold the securities prior to maturity. For certain short term transferable debt securities, the yield to a shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar sub-fund which marks its portfolio securities to market on a daily basis;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the document governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Sub-Fund, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of the Company or any Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the net asset value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith under the direction of the board of directors;

- the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result

of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other recognised markets, will be based on their net liquidating value determined pursuant to the policies established under the direction of the Company on the basis of recognised financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealised profit/loss with respect to the relevant position;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the board of directors in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

13.3 The board of directors, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

13.4 Where necessary, the fair value of an asset is determined by the board of directors, or by a committee appointed by the board of directors, or by a designee of the board of directors.

13.5 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the issuing documents of the Company.

13.6 Adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

13.7 For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

13.8 The Company's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

13.9 In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organisation which the board of directors may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Art. 14. Allocation of Assets and Liabilities among the Sub-Funds.

14.1 For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the board of directors shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value is applied to the relevant portfolio;

- where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

- in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is as a rule allocated to all the Sub-Funds pro rata to their net asset values; notwithstanding the foregoing, if and when specific circumstances so justify, such asset or liability may be allocated to all Sub-Funds in equal parts;

- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

14.2 Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 15. Suspension of calculation of the net asset value.

15.1 The board of directors may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of the Company one or several Sub-Funds are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of the Company's a Sub-Fund's assets are unavailable, or if the value of the Company's a Sub-Fund's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;

- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of the Company a Sub-Fund or if purchase or sale transactions of the Company a Sub-Fund cannot be executed at normal rates;

- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;

- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by the Company a Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained;

- when the Company or any of the Sub-Funds is / are in the process of being liquidated or of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;

- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by several investment funds in which the Company or the relevant Sub-Fund is invested;

- in exceptional circumstances, whenever the board of directors considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on the Company or one or more Sub-Funds, in compliance with the principle of equal treatment of shareholders in their best interests.

15.2 In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the shareholders or insufficient market liquidity, the board of directors reserves its right to determine the net asset value of the shares of the Company or a Sub-Fund only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Sub-Fund's behalf.

15.3 When shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Day (the "First Valuation Day") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the board of directors for any one Sub-Fund, the board of directors reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such First Valuation Day by virtue of the exercise of the power to prorate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next following Valuation Day and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Day, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

15.4 The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the board of directors is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

15.5 Such a suspension decision shall be notified to any shareholders requesting redemption or conversion of their shares.

15.6 The suspension measures provided for in this article may be limited to one or more Sub-Funds.

C. General meetings of shareholders

Art. 16. Powers of the general meeting of shareholders.

16.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the 1915 Law and by these articles of association.

16.2 If the Company has only one shareholder, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the "sole shareholder", depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 17. Convening of general meetings of shareholders.

17.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors.

17.2 It must be convened by the board of directors upon written request of shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from receipt of such request.

17.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

17.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 18. Conduct of general meetings of shareholders.

18.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the second (2nd) Wednesday of June at 14:30 Central European Time. If such day is a legal or banking holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

18.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. If all the shareholders present at the general meeting decide that they can control the regularity of the votes, the shareholders may unanimously decide to only appoint (i) a chairman and a secretary or (ii) a single person who will assume the role of the board and in such case there is no need to appoint a scrutineer. Any reference made herein to the “board of the meeting” shall in such case be construed as a reference to the “chairman and secretary” or, as the case may be to the “single person who assumes the role of the board”, depending on the context and as applicable. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

18.3 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

18.4 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

18.5 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders. The board of directors may determine further conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

18.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Art. 19. Quorum and vote.

19.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

19.2 Except as otherwise required by the 1915 Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 20. Amendments of the articles of association. Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half (1/2) of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the 1915 Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 21. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 22. Adjournment of general meetings of shareholders. Subject to the provisions of the 1915 Law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

Art. 23. Minutes of general meetings of shareholders.

23.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

23.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two (2) of its members.

Art. 24. General meetings in Sub-Fund(s) or in class(es) of shares.

24.1 The provisions of this Chapter C shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

24.2 Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority of the votes validly cast.

D. Management**Art. 25. Composition and powers of the board of directors.**

25.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members.

25.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the 1915 Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 26. Daily management and delegation of powers.

26.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with such daily management may, be delegated to one or more directors, officers or other agents, shareholders or not, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

26.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 27. Election, removal and term of office of directors.

27.1 The directors shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

27.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years. Directors may be re-elected for successive terms.

27.3 Each director is elected by the general meeting of shareholders by a simple majority of the votes validly cast.

27.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders by a simple majority of the votes validly cast.

27.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a physical person as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

Art. 28. Vacancy in the office of a director. In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders, which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 29. Convening meetings of the board of directors.

29.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any director. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

29.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

29.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 30. Conduct of meetings of the board of directors.

30.1 The board of directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

30.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at any such meeting.

30.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

30.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means shall be equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

30.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

30.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. The chairman shall not have a casting vote.

30.7 The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 31. Minutes of meetings of the board of directors. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by any two (2) directors present. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.

Art. 32. Conflict of interest.

32.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

32.2 For the avoidance of doubt, any director or officer of the Company who serves as a director, executive, authorised representative or employee of a company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business relations, shall not, by reason of such affiliation with such company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters related to such contracts or business dealings.

32.3 In the event that any director or officer of the Company has any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall inform the board of directors of such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction. Such director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

Art. 33. Dealing with third parties.

33.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) by the joint signature of any two (2) directors or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.

33.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

Art. 34. Indemnification.

34.1 Each director, officer and employee of the Company (the "Indemnified Persons") shall be indemnified to the fullest extent permitted by law against any liability, and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such a director, officer or employee of the Company. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgments, amounts paid in settlement and other liabilities.

34.2 No indemnification shall be provided to any director or officer (i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of willful misconduct, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office (ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company or (iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of directors or as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

34.3 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such director or officer.

34.4 Expenses in connection with the preparation and representation of a defense of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

34.5 The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings among the Indemnified Persons.

Art. 35. Termination and amalgamation of Sub-Funds or classes of shares.

35.1 In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such Sub-Fund, or such classes of shares, to be operated in an economically efficient

manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalisation, the board of directors may decide to redeem all the shares of the relevant Sub-Fund, or class at the net asset value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

35.2 Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, with the consent of the board of directors, to decide the redemption of all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, and the consent of the board of directors.

35.3 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the depositary of the Company until they are remitted with the *caisse de consignation* on behalf of the persons entitled thereto, in compliance with the deadlines foreseen under the applicable legal and/or regulatory requirements.

35.4 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the board of directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company, or to another Luxembourg undertaking for collective investment organised under the provisions of the 2007 Law or the law dated 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the “New Sub-Fund”) and to re-designate the shares of the class or classes concerned as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-Fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred *de jure* to the New Sub-Fund.

35.5 Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

35.6 Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this article, a contribution of the assets and of the then current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (“*fonds commun de placement*”) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

E. Audit and supervision

Art. 36. Auditor. The Company shall have the accounting information contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor (“*réviseur d’entreprises agréé*”) appointed by the general meeting of shareholders, which shall determine his remuneration.

Art. 37. Depositary.

37.1 The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the 2007 Law.

37.2 The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law. In carrying out its role as depositary, the depositary must act solely in the interests of the investors.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Distribution

Art. 38. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year, save for the first financial year which will begin on the date of incorporation of the Company and end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 39. Annual accounts. At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

Art. 40. Distributions.

40.1 The board of directors may, within the limits provided by law and these articles of association, determine distributions to be made by the Company and its Sub-Funds in compliance with the issuing documents of the Company.

40.2 Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

40.3 Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

40.4 Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Company or by the relevant Sub-Fund.

40.5 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

G. Liquidation

Art. 41. Liquidation.

41.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders, deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

41.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders accordance with the issuing documents.

41.3 Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the 2007 Law, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

41.4 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the 2007 Law; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

41.5 The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

41.6 At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the caisse de consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

H. Applicable law

Art. 42. Applicable law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the 1915 Law and 2007 Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on the thirty-first of December 2016.
2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2017.
3. Interim dividends may also be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The fifty (50) shares issued have been subscribed as follows:

- fifty (50) shares have been subscribed by Arendt & Medemach S.A., aforementioned, for the price of one thousand US dollars (USD 1,000.-) per share.

The shares so subscribed have been fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of fifty thousand US dollars (USD 50,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions provided for or referred to in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law as amended and expressly states that they have been complied with.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

Resolutions of the shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

2. The following persons are appointed as directors of the Company until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year:

(i) Mr Bernard Herman, born in Haine-Saint-Paul (Belgium) on 15 July 1956, professionally residing at 21, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange (Grand Duchy of Luxembourg);

(ii) Mr Jan Vanhoutte, born in Hanau (Germany) on 31 March 1976, professionally residing at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg); and

(iii) Simon Hauxwell, born in Singapore (Singapore) on 6 June 1959, professionally residing at 30, rue de l'Ecole, L-5431, Lenningen (Grand Duchy of Luxembourg).

3. PricewaterhouseCoopers, (société coopérative), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de commerce et des sociétés under number B 65477, having its registered office at 2, rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) is appointed as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified in the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Signé: E. D'ANTERROCHES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 février 2016. Relation: 1LAC/2016/4953. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 février 2016.

Référence de publication: 2016069470/707.

(160032446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

Secotine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 175.994.

DISSOLUTION

L'an deux mil seize, le quatre mars.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

Madame Pascale BREART DE BOISANGER, gérante de sociétés, née à Paris (France) le 13 février 1947 et demeurant à F-37360 Sonzay (France), La Brosse,

ici représentée par Monsieur Steve GOUVEIA, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée du 20 février 2016.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme dit-est, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société «SECOTINE S.à r.l.», ayant son siège social à L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.994, constituée suivant un acte notarié en date du 8 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1156 du 16 mai 2013; Les statuts n'ont pas été modifiés depuis cette date;

- que le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement libérées;

- que la partie comparante, précitée, est seule propriétaire de toutes les parts sociales et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, en sa qualité d'associé unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que l'associée unique, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 31 décembre 2015, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associée unique est investi de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 31 décembre 2015 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales et/ou du registre des actionnaires;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison de présentes, sont évalués à mille cinquante-six euros et quatorze cents (1.056,14 EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Steve Gouveia, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07 mars 2016. Relation: EAC/2016/5782. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 08 mars 2016.

Référence de publication: 2016076783/57.

(160042017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

BalaBit S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 1.095.337,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 185.879.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale du 24 Décembre 2015

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 24 décembre 2015 que:

- le mandat de BDO Audit, ayant pour siège social à 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B147570, a été renouvelé, avec effet au 24 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS FAS

Référence de publication: 2016081199/15.

(160047652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.